

Réunion internationale • International meeting
Aubagne, 13 mars 2012

Eau, bien commun de l'Humanité, un enjeu pour le droit à la ville

Water, a common asset of Humanity, an
issue at stake for the right to the city



10h30



« Notre ambition, placer les hommes et les femmes au cœur des enjeux de l'eau »

David Chiousse, animateur

Nous allons démarrer ces rencontres internationales sur l'« Eau bien commun de l'Humanité, un enjeu pour le droit à la ville ».

Avant d'ouvrir ces rencontres internationales, je vais demander à Magali Giovannangeli qui est Présidente de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile de bien vouloir nous rejoindre pour quelques mots de bienvenue et d'introduction à cette journée. La matinée sera ensuite consacrée à une table ronde qui permettra de créer un dialogue à partir de différentes expériences, différents réseaux internationaux qui travaillent sur ces questions-là. Cette table ronde devrait occuper tout le reste de la matinée. Magali va nous rejoindre pour commencer ces rencontres internationales.

Magali Giovannangeli

Bonjour tout le monde, Mesdames, Messieurs, je suis particulièrement fière et émue de vous accueillir aujourd'hui à Aubagne pour cette magnifique journée à laquelle nous avons

tous travaillé. Permettez-moi de remercier l'ensemble des personnalités, les maires, les députés, les élus et les représentants des autorités locales ainsi que leurs collaboratrices et collaborateurs qui sont présents aujourd'hui.

Je tiens à saluer la présence dans la journée du ministre bolivien de l'Eau, Felipe Quispe, accompagné d'une belle délégation.

Nous allons vivre une magnifique journée parce que nos échanges et nos décisions vont compter dans le débat sur cet enjeu décisif pour l'avenir de notre planète et de ses habitants, le droit à l'eau, ce bien commun de l'Humanité et ce bien précieux. Notre ambition, nos rêves, nos luttes, pour reprendre les mots du grand poète Victor Hugo qui a toujours placé l'humain au cœur de son œuvre poétique et politique, et je sais combien en Amérique latine ce poète est apprécié. Notre ambition, je le dis avec force, est d'apporter une contribution notable et originale au Forum Mondial de l'Eau et au Forum Alternatif Mondial de l'Eau.

Une contribution qui veut placer les hommes et les femmes au cœur des enjeux de l'eau. Une contribution qui doit nous permettre de réaffirmer avec force et conviction notre att-



chement à la gestion publique de l'eau et au lien indissociable entre l'eau et le droit à la ville.

Nous tous ici réunis, refusons la marchandisation de ce bien commun parce qu'il est la vie et que la vie n'est pas une marchandise.

Ce bien commun qu'il nous faut préserver et qui doit, en même temps et dans le même mouvement, être accessible à toutes et à tous. Nous allons confirmer, expériences à l'appui, notre attachement à cette ressource aussi vitale que l'air. L'eau est un droit et c'est parce que c'est un droit que spéculer sur l'eau est inacceptable. Peut-on imaginer qu'il puisse y avoir un droit à la ville sans un accès démocratique à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et pour tous ? Je ne le crois pas !

J'ai la conviction que les gestions publiques, quelles que soient leurs formes, sont des chemins à prendre, pour permettre l'accès pour toutes et tous à cette ressource indispensable à la vie.

Nous faisons un choix politique, éthique et sensible, en refusant que l'eau soit considérée comme une marchandise avec laquelle certains font des profits colossaux au détriment des peuples et de notre planète, sans se soucier des limites de cette ressource et n'hésitant pas pour cela à la gaspiller.

Je veux souligner que cette invitation à débattre est l'initiative de plusieurs réseaux et personnalités représentatifs des pouvoirs locaux du monde. Je remercie celles et ceux qui se sont mobilisés pour la réussite de cette journée, je vais sans doute en oublier et je vous prie de m'en excuser par avance.

J'aimerais citer le Forum des Autorités Locales, le Forum des Autorités Locales de Périphéries pour des métropoles solidaires, les commissions inclusion sociale, démocratie participative et droit humain, et villes de périphéries de Cités Gouvernements Locaux Unis. Je voudrais remercier également le fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale, le Réseau Européen des Villes de l'Eau, le REVE, (quel joli nom qui aurait plu à Victor Hugo), l'association Aqua Publica Europea. Permettez-moi aussi, de remercier des personnalités qui ont œuvré pour cette journée : Jairo Jorge da Silva, maire de Canoas, Ary Vanazzi, maire de Sao Leopoldo (Brésil), Gabriel Amard qui est Président de la Communauté d'agglomération les Lacs de l'Essonne, Ricardo Petrella, professeur et animateur du Réseau Européen des Villes de l'Eau, Anne Le Strat, Présidente de l'association Aqua Publica Europea, Jacques Perreux, conseiller régional d'Île-de-France, Moustapha Ka, ancien ministre et actuel maire de Passy au Sénégal, et tant d'autres que je n'ai évidemment pas le temps de citer ici. J'ai envie de dire un grand merci à Slimane Toudert, pilier de l'organisation de cette rencontre, ainsi qu'à Tonio Aniesa, Eva Chueca, Eric Svoboda, Djamel Sandid et Hugues Latron et tous ceux qui, si je les oublie, ont fait en sorte que se mobilisent des gens et des idées pour cette journée. Merci encore.

Cette invitation commune et plurielle n'est pas le fruit du hasard, elle relève d'un choix délibéré et c'est le gage de la réussite de nos échanges. Nous avons choisi de travailler avec les autres. Ici, nous sommes des gens de rassemblement. Vous êtes accueillis dans un territoire, le Pays d'Aubagne et de l'Étoile, situé aux portes d'une grande cité, Marseille, un territoire qui se bat depuis toujours pour son autonomie, tout en travaillant les coopérations. Nous sommes une agglomération de gauche qui, si elle souffre d'une politique nationale rétrograde et dévastatrice, tente de développer

« Nous avons choisi de travailler avec les autres. Ici, nous sommes des gens de rassemblement »

des politiques alternatives. Ici, les transports sont gratuits ; ici, nous donnons la priorité au logement locatif social, ici, nous donnons la priorité à l'agriculture périurbaine. Ici, nous sommes un territoire de développement durable, un des premiers de France à être labellisé Agenda 21 local. Ici, nous œuvrons pour l'égalité des hommes et des femmes et mettons au cœur de nos politiques, la culture. Ici, nous voulons faire avancer la gestion publique de l'eau en créant une Société Publique Locale de l'eau et de l'assainissement dont les seuls actionnaires seront les collectivités locales. Cette SPL proposera un accès pour tous à l'eau potable et nous permettra d'envisager l'avenir grâce à une réappropriation publique du patrimoine indispensable pour transporter, traiter et distribuer cette ressource. Je tiens d'ailleurs à saluer l'action de Roquevaire et de ses élus, car cette commune de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile gère l'eau en régie publique depuis 1926 ! De plus, depuis décembre 2011, Roquevaire propose à ses habitants la quasi gratuité des trente premiers mètres cubes d'eau, c'est-à-dire 0,033 euro du mètre cube alors que la moyenne est à 3 euros le mètre cube. Ce que fait Roquevaire se passe aussi ailleurs dans le monde et, le grand

intérêt de cette journée, c'est de partager les expériences qui marchent et donnent satisfaction. Pourquoi ne pas sortir ce soir avec une mesure emblématique qui nous permette de la porter ailleurs ? Je vous invite avec la passion qui m'anime, à vous affranchir des préjugés et idées reçues. J'ai envie de dire : ne soyons pas timides, lâchons nous, ici la parole est libre. Nous pouvons aujourd'hui avoir de vrais échanges d'idées et de vrais débats sans aucun tabou, c'est la condition pour être créatif et le monde a besoin de créativité politique, n'hésitons pas à tout mettre sur la table. Je le dis d'autant plus sérieusement qu'alors que la gestion publique est majoritaire dans le monde, ici, en France, pays hôte du FME, nous vivons malheureusement l'inverse.

Cette école de l'eau dite française est celle de la promotion de la gestion privée soi-disant seule détentrice via les géants de l'eau du savoir-faire. Aujourd'hui, en Europe et ailleurs, il y a énormément de pression et de lobbying pour promouvoir la marchandisation de l'eau.

Il y a aussi énormément de résistance, et nous sommes une incarnation de cette résistance. Nos amis italiens, malgré Berlusconi, ont su résister avec éclat en se prononçant par référendum contre la privatisation de l'eau et pour sauvegarder la gestion publique. Nous avons également, parmi nous, Oscar Olivera que je salue chaleureusement. Hier soir, nous l'avons entendu à Aubagne, avec son poignant et magnifique message, celui d'un acteur de la guerre de l'eau à Cochabamba, en Bolivie, en l'an 2000, et on sait aujourd'hui,



quels espoirs a soulevé cette lutte et quelle réalité aujourd'hui, elle nous donne. Une décennie après, donc, cette lutte a permis la reconnaissance par l'Organisation des Nations unies de l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires comme un droit humain essentiel. Ce combat local a eu une portée mondiale et a fait avancer les droits de tous les humains en montrant qu'aucune civilisation ne doit en dominer une autre. Il nous faut poursuivre ces chemins-là, dans un esprit résolument ouvert car tout le monde est en recherche de solutions. Nous ne voulons pas de débat technocratique car nous croyons en la force de la politique, à la force de la démocratie. Ce sont les choix politiques qui guident les chemins à prendre et aucunement les considérations financières du monde des marchands.

Notre démarche se veut progressiste et ouverte, cela signifie accepter les avis différents et les points de vue des uns et des autres. C'est pourquoi, le Pays d'Aubagne et de l'Étoile est partenaire du FAME et, en même temps, portera nos réflexions au FME. J'y interviendrai le jeudi 15 mars et je suis fière d'être porte-parole de nos idées, de nos réflexions, de nos propositions, mais également des décisions que nous allons prendre ensemble. Mon intervention permettra de donner un écho à tous nos travaux. J'en suis convaincue, nous devons lancer des passerelles entre les deux forums et ne pas redouter la confrontation car, c'est comme cela que l'on ouvre des possibles. Il y a un mot que j'aime profondément, c'est le mot « audace ». Il faut oser, être audacieux, c'est-à-dire que nous, pouvoirs locaux, qui sommes à la périphérie des grands centres et des grands pouvoirs, nous sommes porteurs d'alternatives.

« Nous devons promouvoir une nouvelle culture de l'eau »

Être à la périphérie, c'est ne pas être à la marge, les périphéries sont aujourd'hui l'essentiel de l'humanité. Les autorités locales que nous représentons ont une grande responsabilité et peuvent jouer un rôle moteur, central pour relever les immenses défis que posent l'accès, la circulation et l'utilisation de l'eau. Je vous invite d'ailleurs à découvrir l'exposition « Eau, Rivières et Peuples » visible jusqu'au 5 avril dans l'espace public d'Aubagne, gratuitement, qui permet de rendre compte des réalités diverses de la problématique de l'eau vécues à travers les femmes et les hommes de notre planète. Cette approche sensible permet de prendre conscience de la nécessité d'agir

et fait le lien avec nos débats. C'est avec un immense plaisir que je salue Pedro Arrojo à qui on doit cette exposition et qui nous fait l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui.

Nous devons promouvoir une nouvelle culture de l'eau, cela passe par une réappropriation démocratique des enjeux de l'eau. C'était d'ailleurs un moment très fort, hier soir, à l'issue du film *Même la pluie*.

Cela passe par la promotion d'aires métropolitaines inclusives, durables, a contrario de la construction des métropoles basées sur l'idéologie de la concurrence, des territoires et donc, sur la marchandisation des espaces urbains et ruraux avec l'exclusion et les injustices qu'elle entraîne.

Vous le voyez, le travail est immense mais, il ne nous fait pas peur, je l'aborde avec enthousiasme. Je nous souhaite des débats enrichissants et constructifs, capables de pousser et de faire pousser des initiatives politiques et gestionnaires qui feront progresser le monde.

Je vous remercie de votre attention et vous propose de passer à la suite.



10h45

Table ronde

« Dans notre monde urbain, des "eaudaces" politiques pour le droit à des villes et des aires métropolitaines solidaires »

Dans le monde, une grande majorité des collectivités territoriales ont confié la gestion de l'eau et de l'assainissement au secteur public. Pourtant, ici ou là, des pressions sont exercées pour (re)marchandiser le droit à l'eau. Et si on se disait tout à la veille du Forum Mondial de l'Eau et du Forum Alternatif Mondial de l'Eau ?

Avec Anne LE STRAT (France), présidente de l'association Aqua publica europea ; Jacques PERREUX (France), conseiller régional d'Ile-de-France ; Ana Elisa OSORIO, vice-présidente du Parlement latino-américain ; Hector AGUERRO, président du Parlement amazonien ; Maria de LUZ ROSINHA (Portugal), maire de Vila Franca de Xira ; Moussa NDIAYE (Sénégal), Premier adjoint au maire de Keur Massar ; Oscar OLIVERA (Bolivie), syndicaliste, initiateur de « la guerre de l'eau de Cochabamba » ; Jaime MORELL (Espagne), secrétaire général de l'Association espagnole des opérateurs publics, AEOPAS ; João Robert ROCHA MORAES (Brésil), secrétaire du gouvernement de la Ville de Guarulhos ; Catherine LEGNA (France/Italie), représentante de la Ville de Naples ; Edgardo PARRA (Vénézuéla), maire de Valencia ; Sylvie PAQUEROT (Canada), universitaire.

« L'eau n'est pas accessible à cause de la cherté pour les consommateurs »

David Chiousse, animateur

Je vais vous présenter rapidement l'ensemble des invités de cette table ronde. Je vais commencer par Anne Le Strat qui est Présidente de l'association Aqua Publica Europea, qui est adjointe au maire de Paris, chargée de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux de la ville, Jacques Perreux, qui est conseiller régional d'Île-de-France, Ana Elisa Osorio, qui est vice-présidente du parlement latino-américain, Edgardo Parra, maire de Valenzia au Venezuela, Maria de Luz Rosinha qui nous vient du Portugal et qui est maire de Vila Franca de Xira, Moussa Ndiaye qui nous vient du Sénégal et qui est premier adjoint au maire de Keur Massar, Oscar Olivera qui est de Bolivie et qui est le syndicaliste qui a été initiateur de la guerre de l'eau de Cochabamba, Jaime Morell qui est espagnol et qui est secrétaire général de l'association espagnole des opérateurs publics AEOPAS, Catherine Legna qui représente la ville de Naples en Italie et Sylvie Paquerot qui est universitaire et qui nous vient du Canada. On va essayer d'éviter que ce soit une conférence, on va s'attacher à ce que ce soit un vrai dialogue du local au global

avec des expériences locales, des réseaux et à l'inverse voir comment ces réseaux inspirent les expériences globales. Je tiens à rajouter que j'ai oublié João Roberto Rocha Moraes qui est secrétaire du gouvernement de la ville de Guarulhos (Brésil). On va démarrer par la présentation de trois expériences venues de trois continents différents, sur cette question de la réappropriation de l'eau. On va tout de suite donner la parole à Moussa Ndiaye qui nous vient du Sénégal et qui est adjoint au maire de la ville de Keur Massar.

Moussa Ndiaye

Merci au président de séance, je voudrais également saluer l'ensemble des participants à ce forum. On nous a signalé que nous n'avons pas beaucoup de temps pour développer nos expériences. Je voudrais d'abord, pour vous permettre de comprendre la situation que je vais décrire, vous présenter la commune d'arrondissement de Keur Massar. La commune d'arrondissement de Keur Massar fait partie de 16 communes d'arrondissement du département de Pikine dans la banlieue de « Caroise ». C'est une commune qui n'est pas très grande parce qu'elle fait 25 km², avec quelques 300 000 habitants. Voilà, pour Keur Massar. Je n'ai pas grand-chose à dire pour notre situation mais je vais tout de suite synthétiser ça en présentant trois situations.

La première situation est que, dans cette commune, il y a un problème au niveau de l'accessibilité de l'eau et un autre problème au niveau de la disponibilité de l'eau. Keur Massar compte 117 quartiers et la plupart de ces quartiers ne bénéficient pas du réseau de distribution de l'eau donc, pour l'essentiel, ce sont des quartiers qui utilisent encore au XIX^e siècle des puits pour s'approvisionner en eau. Comme vous le savez, pour ceux qui connaissent Keur Massar, la ville se trouve dans une zone écologique qui est assez humide, et la plus grande décharge de la région de Dakar se trouve dans ce territoire communal, c'est la décharge de Mbeubeuss. Les environnementalistes connaissent cette décharge. Cette décharge qui se trouve dans notre commune est tellement monstrueuse... Elle a aujourd'hui beaucoup contribué à souiller la nappe phréatique dans cette zone. Cela pose un

problème pour les populations. Si vous allez dans la périphérie à la frontière avec la commune de Malika, vous vous rendez compte que ces populations sont victimes de maladies diarrhéiques et dermatologiques presque permanentes. Tout cela, parce que l'eau des puits qu'elles sont en train de consommer par manque de choix, est souillée, elle a des bactéries qui provoquent des contaminations dangereuses. C'est le problème de la disponibilité de l'eau.

L'eau n'est pas accessible à cause de la cherté pour les consommateurs. Cette zone est une zone de pauvreté, mais les familles sont contradictoirement des grandes consommatrices d'eau, parce qu'il y a l'eau pour la boisson, le linge, le ménage, etc. Et vous savez que la facturation est très chère. Voilà les problèmes que vit notre communauté d'arrondissement.

Que faire maintenant ?

La réflexion est entamée au niveau du conseil municipal avec les experts, les organisations communautaires de base pour essayer de voir dans quelles conditions la mairie peut prendre en charge entièrement ou partiellement l'extension du réseau de distribution d'eau dans ces quartiers démunis. Mais on est encore à l'état de réflexion. Dans un premier temps, il sera possible, avec le peu de ressources dont nous disposons, de faire en sorte que l'extension soit gratuite (prise en charge par la mairie) mais aussi, pour les familles qui en ont le plus besoin, faire en sorte que la consommation d'eau soit gratuite. Voilà où on en est du point de vue de la réflexion. Comme nous n'avons pas beaucoup de ressources, vous savez très bien que 300 millions de francs (CFA), ce n'est rien par rapport à ce que nous voulons et devons faire... Nous comptons donc sur la coopération internationale pour voir quels appuis nous pouvons avoir pour réaliser nos objectifs.

Comme nous n'avons pas beaucoup de temps, j'aimerais m'en tenir là tout en entendant le débat se poursuivre.

David Chiousse, animateur

On va aller du côté du Brésil, de Guarulhos, avec João Roberto Rocha Moraes qui est secrétaire du gouvernement de la ville de Guarulhos qui pourrait nous résumer en quelques mots la problématique de l'eau.

João Roberto Rocha Moraes

Bonjour à tous et à toutes. Je m'appelle João Roberto, je suis secrétaire du Gouvernement de Guarulhos, je suis aussi ingénieur sanitaire et j'ai eu l'opportunité de diriger la Compagnie de Distribution de l'Eau de Guarulhos pendant onze ans.

La commune de Guarulhos se situe dans l'agglomération de São Paulo, qui est la communauté urbaine la plus vaste du pays. La région compte vingt millions d'habitants environ et la commune de Guarulhos compte un million et deux cent mille habitants, dont environ la moitié de la population vit de façon illégale, pas forcément dans des « favelas » (bidonvilles), mais dans des logements précaires ou pas encore régularisés face aux pouvoirs publics.

Jusqu'à l'an 2000, des quartiers vivaient environ quinze jours sans eau potable. Guarulhos est, en particulier, la huitième économie du pays mais elle souffrait d'un système de corruption et d'une insuffisance du secteur public qui empêchaient la distribution d'eau à sa population. À partir de 2001, un changement de gestion, qui avait comme objectif l'universalisation des services a eu lieu. Compte tenu de la gravité de la situation, nous avons élaboré un plan de cent jours avec le gouvernement et le maire élu. Je pense que vous pouvez voir la localisation de la commune de Guarulhos : la petite carte en blanc et rouge est celle de l'État de São Paulo et la carte la plus grande est celle de la commune de Guarulhos, qui présente, en outre, un problème géographique très complexe car l'aéroport principal du pays se situe en pleine ville ce qui provoque non seulement des problèmes pour la distribution de l'eau mais aussi pour les transports publics, car il perturbe toute la structure de mobilité urbaine de la commune.

La commune, comme je l'avais déjà dit, est au huitième rang du PIB (Produit intérieur brut) national. Maintenant, voici ce qu'il faut mettre en évidence – je vais parler pour que tout le monde puisse participer de façon plus convenable : lorsque nous avons commencé la rénovation municipale, ce qui était clair pour nous – et c'est la grande contribution que Guarulhos peut apporter à cette



question – c'est que notre débat n'a pas eu lieu, dans un premier temps, avec l'initiative privée. Bref, c'était un débat au sein du secteur public, puisque Guarulhos se situe dans une communauté urbaine où l'eau fournie vient d'une autre région, à 100 kilomètres environ, et elle est considérée comme un facteur de débat politique. L'État est dirigé par un parti et si une des 39 communes de la communauté urbaine est dirigée par un autre parti, son accès à l'eau sera passablement restreint afin que l'eau soit distribuée dans une autre ville dirigée par le même parti politique du gouvernement. Ceci est le plus grand obstacle. Je pense que, parfois, nous avons comme grande préoccupation de rendre l'eau publique et que nous oublions que nous ne dialoguons pas toujours, même entre nous, les agents publics, d'une façon éthique et responsable. Nous avons mené un grand combat contre le gouvernement de l'État et nous avons réussi à régulariser l'approvisionnement. Nous avons des quartiers qui vivaient sans eau pendant quinze jours, où le désespoir de la population était tellement grand que, lorsqu'un camion d'eau arrivait, puisqu'il n'y avait pas de réseau de distribution, les gens attachaient le chauffeur à un poteau et ils ne le relâchaient que lorsqu'un autre camion arrivait avec de l'eau. C'était la seule garantie d'avoir de l'eau ce jour-là.

Nous avons régularisé cette situation et dès lors, le sujet de débat a automatiquement changé. Guarulhos possède des services de distribution d'eau, mais ne traite pas ses égouts et pollue les rivières des villes de la communauté urbaine. Curieusement, celui qui nous accusait était le gouvernement de l'État qui était et qui est encore le plus grand pollueur. Mais il maîtrise les ressources pour mener sa propagande politique et il a vraiment convaincu la population.

Heureusement, je pense que rien ne peut durablement demeurer un échec et celui qui travaille aura un jour sa récompense. Il y a eu un changement de gouvernement fédéral qui a créé le statut des villes ainsi qu'une politique nationale d'assainissement de l'environnement et il a commencé à investir, grâce à cette politique, dans les communes avec un grand apport de ressources qui a permis la construc-

« Nous avons des quartiers qui vivaient sans eau pendant quinze jours, où le désespoir de la population était tellement grand que, lorsqu'un camion d'eau arrivait, les gens attachaient le chauffeur à un poteau »

tion par la commune, pendant cinq ans environ, de plus de 16 stations de stockage de l'eau et, parallèlement, la construction de stations d'épuration. Grâce à l'aide du gouvernement fédéral, nous avons réussi à sectoriser le système de la ville et à diminuer nos pertes d'eau d'environ 30% à 23% - cela ne semble pas beaucoup, mais c'est important dans une ville qui manque d'eau. Nous avons réussi à construire des réservoirs qui n'existaient pas avant dans la ville. Nous pompions l'eau en haut et en bas, avec un grand pourcentage de pertes. Perdre le peu d'eau que l'on détient s'avère pire que de ne pas avoir de l'eau. Pendant ces dernières années, 570 millions de reals environ – si vous voulez faire une conversion, cela représente environ 240 millions d'euros – ont été investis et nous vivons actuellement une situation relativement confortable puisque nous réfléchissons à la question de l'assainissement des égouts dans toute la ville. D'ici la fin de l'année, nous devons traiter environ la moitié des égouts et des eaux usées de la ville et notre objectif est d'atteindre le taux de 80% en 2017, d'un commun accord avec le Ministère Public qui est très actif. Tout cela, au moyen d'une politique juste des prix et des services et, d'un service de qualité à un prix équitable, dont l'objectif est l'universalisation du service. Il s'agit d'une tâche difficile, car c'est une ville avec beaucoup d'inégalités et, pour cela, elle a dû recourir au système et elle a dû se réadapter financièrement et établir des tarifs sociaux. 10 m³ d'eau coûtent environ 20 reals par mois ou 8 euros. Nous établissons le tarif social pour les populations à faibles revenus, qui coûte un dixième de cette valeur, c'est-à-dire, 2 reals ou 80 centimes d'euro. C'est une construction permanente, une conquête permanente, où l'eau et l'assainissement sanitaire ne sont qu'une partie d'un processus de droit à la ville qui concerne principalement la question du logement. Merci beaucoup.

David Chiousse, animateur

Merci, on continue comme ça, on va aller en Europe du côté de Naples et ensuite on ira au Portugal.

Catherine Legna

Vous m'excuserez de lire car je ne veux pas trahir les paroles de celui qui devrait être ici à ma place, Alberto Lucarelli, adjoint au maire de la ville de Naples, en charge des biens communs, de l'eau publique, de la démocratie participative. Il est également professeur de droit public à l'université de Naples et il croit, selon les beaux mots de notre grande juriste Mireille Delmas Marty, aux forces imaginantes du droit. Et donc quand je dirai « Je » ce ne sera pas moi mais Alberto Lucarelli.

Donc les 12 et 13 juin 2011, 27 millions de citoyens italiens ont voté contre la privatisation de l'eau et ont abrogé la loi de 2009 qui avait converti en loi le décret Ronchi. Le décret Ronchi, qui était approuvé soi-disant en application du droit communautaire, avait introduit un processus de privatisation forcée à travers les recours à un sujet privé mixte ou seulement dans des cas exceptionnels à la société publique, donc le public devenait l'exception. La proposition référendaire a été approuvée par la cour constitutionnelle.

Cependant, la cour a réaffirmé dans cet arrêt une chose importante qui est que le droit communautaire n'oblige pas les États à privatiser les services hydriques, et ce sur la base du principe de neutralité du droit communautaire par rapport à la nature juridique de la propriété, et sur la base de la liberté de définition des modes de gestion des collectivités locales. Suite au référendum, il est donc redevenu possible en Italie d'appliquer le principe communautaire et donc celui de la liberté de gestion. C'est pour ça, qu'il nous a été possible de créer une entreprise publique à Naples. D'autre part, il y avait un autre principe important, fixé par la cour constitutionnelle, c'est que les normes qui avaient été abrogées dans le décret Ronchi ne peuvent pas être ressuscitées, il y a un terme juridique de reviviscence qui dit qu'on peut ré-exhumer une loi éteinte, mais en fait la cour constitutionnelle dit que non, c'est vraiment fini. L'exécutif de la mairie de Naples s'est symboliquement installé le jour de la victoire du OUI. J'ai donc accepté la charge de maire-adjoint à l'eau publique et aux biens communs sur la base d'un accord qui prévoyait la transformation immédiate de la société anonyme qui gérait l'eau à Naples en EPIC. Sur la base de cet accord, j'ai préparé un schéma de délibération sur la ligne politique que nous allions suivre dans lequel j'ai indiqué la volonté de l'exécutif



« Notre ambition est de construire un nouveau modèle autour des catégories de bien commun et de démocratie participative »

d'appliquer la décision des 27 millions de citoyens exprimée dans le référendum. Ce schéma a été approuvé par l'exécutif le 16 juin ; dans cette délibération, j'avais indiqué non seulement la volonté politique, mais aussi la méthode, c'est-à-dire, non seulement, la consultation des experts mais aussi des représentants du forum des mouvements de l'eau, forum national qui avait organisé le référendum et qui depuis longtemps conduit dans les territoires les batailles contre la privatisation de l'eau.

Après trois mois de travail intense, de juin à septembre 2011, pendant lesquels, non seulement des experts des différents secteurs économiques, juridiques, entrepreneuriaux ont été consultés, mais aussi des représentants de la société civile, des associations de la protection de l'environnement, le conseil municipal de Naples a approuvé le 26 octobre 2011, à la majorité qualifiée la transformation de la société par action « Arin », société anonyme, qui gérait jusque là le service de la distribution de Naples, en EPIC, sous le nom de ABC Napoli, « eau bien commun » en français.

Il faut également remarquer qu'au mois de juillet, le conseil municipal, sur ma proposition, avait déjà modifié le statut municipal par l'introduction de la notion juridique de bien commun comme l'avait prévu la commission « Rodota ». Rappelons que la commission « Rodota » avait été chargée, par le gouvernement Prodi qui a exercé de 2006 à 2008, de modifier le code de la propriété publique et surtout d'harmoniser le code 42 avec la constitution de 1948. Dans cette commission, on a introduit la catégorie juridique de bien commun à côté de celle de propriété publique. Nous définissons les biens communs comme suit : biens d'apparte-

nance collective placés en dehors du marché du profit et de la concurrence. Il s'agit des biens qui doivent être gérés par un sujet public mais avec la participation, dans la gouvernance, des citoyens aussi bien au niveau de la gestion, qu'au niveau des propositions et du contrôle. L'introduction de la notion juridique de bien commun doit influencer l'organisation et l'application de la démocratie locale, des politiques publiques locales, et principalement les politiques qui concernent la gestion des biens communs : eau, énergie, territoire mais aussi, pourquoi pas, les biens immatériels comme la culture. Au mois de juillet, la mairie de Naples, par le biais de son exécutif a été la première ville en Europe à approuver une délibération qui s'appuie sur l'article 11 du traité de Lisbonne et qui demande la constitution dans l'UE, d'un réseau destiné à recueillir les signatures aux fins de présenter à la commission et au parlement un projet normatif de statut européen des biens communs.

Donc, c'est à partir de la démocratie locale, et j'espère à partir du réseau des communes pour les biens communs, que notre ambition est de construire un nouveau modèle autour des catégories de bien commun et de démocratie participative, au-delà de la seule déclinaison de la démocratie représentative. Naples est donc pour moi la première Mairie en Italie, qui applique la volonté des électeurs exprimée dans le référendum des citoyens.

En résumé, avec d'autres juristes comme Stefano Rodota ou Ugo Mattei, nous avons préparé les textes du référendum, défendus leur admissibilité devant la cour constitutionnelle et au cours de ce référendum, nous avons élaboré la notion juridique de bien commun, au-delà de la notion de propriété publique ou privée. Par tous ces moyens, nous nous sommes battus contre la brutale privatisation forcée introduite par le décret Ronchi et abrogée par le référendum.

L'entreprise spéciale « Aqua bene comune Napoli » est un organisme de droit public né de la conscience que dans le monde entier, les plus récentes transformations du droit ont favorisé l'émergence de la catégorie de bien commun, aussi bien du point de vue constitutionnel, normatif, jurisprudentiel que du point de vue de la politique du droit. La base juridique de cette transformation est l'article 114 du code général des collectivités locales qui a défini les entreprises spéciales comme des institutions de droit public avec une personnalité juridique et un budget autonome par rapport à la Mairie. À Naples, ABC aura pour but de gérer le bien commun par Antonio Maslo.



« Cette transformation de la société par action en entreprise publique reprend les critères d'écologie, d'économie, d'efficacité, de transparence, et de participation qui sont demandés par la législation communautaire »

Comme nous l'avons dit, le conseil municipal de Naples a approuvé une modification du statut grâce à laquelle la reconnaissance et la garantie des biens communs sont intégrées parmi les valeurs et les objectifs de ce dernier.

Les biens communs, et en premier l'eau, sont désormais directement liés à des valeurs constitutionnelles et des valeurs faisant partie du statut de la municipalité de Naples. Ces biens doivent être placés hors de portée du marché car ils appartiennent à tout le monde et ne peuvent donc sous aucun prétexte être privatisés. L'eau en tant que bien commun est incompatible avec les intérêts orientés vers les bénéfices et les ventes.

ABC est appelée à gérer et à contrôler, non seulement l'eau de la ville de Naples mais notre projet prévoit de gérer également les services hydriques intégrés des 32 autres villes du département de Naples.

Nous voulons de plus ouvrir une grande discussion dans la région au sujet de la production de l'eau et des procédures et modalités de la détermination des prix de concession des ressources hydriques car, cette entreprise spéciale est responsable dorénavant, non seulement devant tout les Napolitains, mais devant les générations futures. C'est la raison pour laquelle, elle entend jouer à travers les bonnes pratiques de la démocratie participative, son devoir constitutionnel fondamental qui consiste à défendre les biens communs menacés. La justification légale principale de la constitution de ABC est bien le vote exprimé par les citoyens lors du référendum de juin 2011.

Cette transformation de la société par action en entreprise publique reprend les critères d'écologie, d'économie, d'efficacité, de transparence et de participation qui sont demandés par la législation communautaire.

Organisme public à but non lucratif, elle est tenue d'équilibrer son budget et son exercice financier grâce à une gestion autonome. Son activité suit les objectifs et les programmes de la politique locale, c'est-à-dire de la commune et des citoyens. Par conséquent, les procédures de l'entreprise passent par l'approbation des actes fondamentaux et la couverture des dépenses sociales de la part de la commune.

Le statut a prévu un conseil d'administration représentatif des associations de protection de l'environnement de membres avec vote de délibération. Les autres membres sont proposés par le maire. C'est pourquoi, je trouve que cette structure et ce mode de fonctionnement sont encore plus démocratiques que celui de l'eau de Paris qui a prévu seulement un vote de délibération par les associations.

Le conseil d'administration comporte deux catégories d'administrateurs, une catégorie technique, une catégorie citoyenne. Les membres des deux catégories sont nommés par le maire, mais ceux de la deuxième sont nommés par un processus de désignation qui part de la société civile.



On a prévu aussi un comité de surveillance où siègent non seulement les représentants des usagers mais également les employés de l'entreprise. Ce comité permettra d'évaluer les sources de conflit possible, entre les décisions politiques concernant le secteur de l'eau et de sa distribution, d'une part, et les usagers, d'autre part, et de tenter de résoudre ces conflits.

Voilà ce que signifie pour nous une gestion publique participative, une implication concrète des citoyens dans le secteur de la gestion des biens communs. Ce principe fondamental avait été prévu à l'origine dans la région des Pouilles lors du processus de transformation du statut juridique de l'aquifère des Pouilles, de société par action en entreprise publique, et qui a été par la suite éliminé. De plus, le statut prévoit que, si l'administration municipale pour des raisons d'ordre écologique ou social, doit effectuer tel service, dont le coût ne peut être amorti, les dépenses engagées devront être couvertes de toute façon.

Pour finir, nous espérons, qu'un vent nouveau souffle de Naples et qu'il permettra de réagir concrètement aux mesures budgétaires prises en août dernier par le Président du Conseil Monti qui a, illégalement pour nous, remis en service le décret Ronchi, sauf pour l'eau et contre lequel nous sommes d'ailleurs en train de faire appel au Conseil constitutionnel comme une décision illégitime. La décision du Président du Conseil Monti a piétiné non seulement les souhaits exprimés par les électeurs mais aussi la souveraineté populaire.

En concluant sur cette notion de souveraineté populaire et sur les relations entre bien commun et participation citoyenne, je voudrais définir notre action comme le laboratoire de Naples. Un laboratoire qui, dans mon ambition, doit changer les relations entre politique, administration et citoyens pour le contrôle et la gestion des biens communs.

David Chiousse, animateur

Merci beaucoup.

Dernière expérience locale, direction le Portugal, à Vila Franca avec Maria de Luz Rosinha, ensuite on entamera le dialogue avec les experts, les réseaux, les universitaires pour essayer de dégager ensemble les traits communs, les différences pour voir ce qui avance et où sont encore situés les points durs.

Maria de Luz Rosinha

Bonjour à tous et à toutes. C'est avec plaisir que Vila Franca de Xira, Portugal, participe une fois de plus à un événement réalisé par le FALP, à propos du Forum Mondial de l'Eau, sujet dont l'importance nous dépasse tous, mais qui nous implique tous également. Vila Franca de Xira est une commune de la région métropolitaine de Lisbonne et, dans ce cas concret, je me rends compte que notre pratique en ce qui concerne le traitement et la gestion de l'eau présente de nombreuses différences par rapport à ce qui a été évoqué dans les interventions précédentes. D'ores et déjà, depuis trente-sept ans, après notre « Révolution des œillets », comme nous aimons l'appeler, le 25 Avril 1974 et l'instauration de la démocratie, la principale préoccupation des gouvernements locaux au Portugal a été, effectivement, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Et, par ce biais, nous avons été capables de surmonter ce qui était une insuffisance, en faisant arriver l'eau à toutes les maisons. Du Nord au Sud, l'approvisionnement en eau est aujourd'hui une réalité qui atteint les 90 %. Et ceci, nous donne une idée positive de l'importance de ce bien. S'il est clair que les organismes internationaux sont de plus en plus préoccupés, au cours des années, par la mise en place de réglementation qui permette un meilleur usage d'un bien que, bien souvent, nous disons être rare, ce n'est pas moins vrai, aussi, que les gouvernements locaux et nationaux doivent avoir, en ce qui concerne ce sujet, une attitude très positive et une attitude de grande conscience, en la transformant en ce qu'est, effectivement, cette ressource : un moyen au service des populations et il ne doit pas être utilisé en tant qu'instrument de profit pour quelques organisations. C'est notre sentiment. C'est notre pratique.

« La crise économique et financière qui se vit de part le monde est quelque chose de très sérieux, les familles reprennent leurs activités agricoles et, pour cela aussi, l'eau est un bien irremplaçable »

Et, pour tout cela, au Portugal, la gestion de l'eau est majoritairement publique. J'aimerais vous parler un peu de cette expérience. Les communes et Vila Franca de Xira qui, comme je vous l'ai déjà dit, s'inclut dans la région métropolitaine de Lisbonne, possèdent un service municipal d'eau et d'assainissement. Ce service, comme tant d'autres services municipaux, est dirigé par un conseil d'administration où prennent place les élus municipaux. Ainsi, cela signifie, qu'il est dirigé par des politiques qui ont été élus par le peuple. Ensuite, il possède ses techniciens, ses fonctionnaires, comme dans n'importe quel autre service. Mais la présence d'élus lui donne évidemment une proximité avec les électeurs, qui permet de garantir la sauvegarde de tout ce qui touche aux droits de ces mêmes électeurs. Et c'est pour cela que nous pouvons vous apporter ici une expérience bien différente de celle de mon collègue, assis à ma gauche, dans laquelle l'eau mérite une attention spéciale. Pour commencer, ce n'est pas un service gratuit jusqu'à 50 m³. Nous aimerions qu'il le soit, et c'est une expérience très intéressante, mais c'est un service dont le prix est réduit de moitié pour tous les consommateurs jusqu'à 3 m³. Ensuite, il y a des prix spéciaux pour toutes les familles dans le besoin et qui ont des difficultés économiques, pour les personnes âgées, pour les familles nombreuses et pour les mouvements associatifs solidaires, les institutions de solidarité sociale. Ceci représente une grosse part de l'approvisionnement en eau à un prix plus bas et sert aussi d'intervention sociale de la commune auprès de la population. Pourtant, au Portugal aujourd'hui, il y a en réalité de nouveaux regards portés sur la gestion de l'eau. Et des regards différents qui débouchent sur la création de communautés de communes, auxquelles on donne le nom de communautés urbaines, qui ont comme objectif la gestion de l'eau en commun, d'une façon plus efficace et de façon à éviter les conflits. L'eau est un bien qui est très cher aux gens et un point de passage d'eau, peut même être, lors de discussions, un motif pour que



soient commis certains crimes. De façon à éviter toutes ces situations, il y a les communautés de communes qui aident à surmonter ces conflits. Nous parlons ici de conflits localisés, de conflits

entre voisins, de conflits de possession du point de passage d'eau, qui passe sur mon terrain, dans ma propriété, et qui doit arriver à la propriété du voisin. Et si j'ai une mauvaise relation avec le voisin, un jour, je prends une arme et, au lieu de faire arriver l'eau, je fais arriver les mauvaises nouvelles.

Ensuite, nous avons d'autres échelons qui sont fondamentaux et qui concernent les relations entre les pays. La Convention d'Helsinki est venue régler tout ce qui concerne l'usage de l'eau au niveau européen. Et le cas du Portugal et de l'Espagne en est un bon exemple. Nos trois grands fleuves : le Douro, le Tage et le Guadiana, sont des fleuves qui prennent source en Espagne et qui débouchent au Portugal. Le Portugal est en train de respecter toutes les normes établies par cette Convention. Je dirais qu'il n'en est pas de même pour l'Espagne. Et c'est pour cela qu'une prise de responsabilité ferme est nécessaire de la part des pays qui partagent un bien aussi fondamental que l'eau afin d'éviter les conflits, des conflits internationaux qui, effectivement, je dirais, au XXI^e siècle ne devraient plus se vérifier. Ensuite, nous comprenons que la situation dans le monde est très diversifiée et qu'une prise de conscience politique ferme est nécessaire car, en réalité, il y a un potentiel dont il faut profiter de façon à ce que nous soyons capables de surmonter les difficultés, là où elles existent. Et avant tout, une utilisation réglementée de nos moyens est une possibilité d'éviter des difficultés, même dans d'autres parties du monde.

Le Portugal n'est pas vraiment un pays qui a des difficultés en ce qui concerne cette si importante ressource qu'est l'eau. Mais nous avons besoin de certaines mesures, avant tout politiques qui, ensuite, sont exécutées sur le terrain, avec lesquelles on puisse profiter des ressources naturelles. Il n'est pas juste de se dire que, parce que cet hiver est sec - et nous vivons en ce moment un des hivers les plus secs de ces dernières années, de la dernière dizaine d'années, (les gens, au Portugal, vont à la plage comme si nous étions déjà en été), les températures sont d'environ 20°C, quand, d'habitude, elles seraient autour de 15, 12 avec de la pluie presque tous les jours. Ce n'est pas ce qui se passe cette année, mais nous possédons un groupe de fleuves qui peuvent être utilisés, avant tout aussi, pour ce qui constitue une dynamique d'un pays, dont c'est le cas pour l'agriculture. Et, je voudrais laisser à tous un mot d'alerte, parce qu'en plus, notre ministre de l'Agriculture (qui est aussi ministre de l'Environnement) va venir, au Forum Mondial de l'Eau d'ici quelques jours. Une alerte qui concerne le fait que certaines mesures prises par les divers gouvernements au cours des dernières années ont fini par mettre la situation agricole du pays dans un état minimaliste où nous avons perdu notre compétitivité. Aujourd'hui, parce que la crise économique et financière qui se vit de part le monde est quelque chose de très sérieux, les familles reprennent leurs activités agricoles et, pour cela aussi, l'eau est un bien irremplaçable pour cette activité. Cela nous ramène à ce besoin de développer des politiques et des pratiques qui puissent réellement finir par aider l'agriculture à redevenir un bien qui solutionne les besoins de base. Cette rencontre et la discussion qui va avoir lieu ici aujourd'hui, sont fondamentales pour cette solution. C'est pour cela que je salue une nouvelle fois l'organisation pour avoir le courage et l'audace d'aborder un problème auquel s'associent des questions économiques et de profit et qui est souvent évité. Merci à tous.

David Chiousse, animateur

Merci.

On va quitter un peu l'aspect formel à présent. Je vais commencer par une question à Oscar Olivera qui était donc un des initiateurs de cette lutte pour l'eau à Cochabamba, il y a quelques années.



Au travers de ce que vous venez d'entendre, de ce que vous savez aussi de la bataille pour la gestion publique et la réappropriation de l'eau, est-ce que vous avez le sentiment que les choses ont profondément changé depuis ce qui s'est passé à Cochabamba ?

Oscar Olivera

Eh bien, merci beaucoup et bonjour à tous. Je souhaite tout d'abord dire qu'aujourd'hui, en Amérique latine, une dure bataille est livrée pour l'eau, à Panama, en Colombie, en Équateur. Une marche est actuellement en cours en Équateur. Elle se terminera le 22 mars, journée mondiale de l'eau, à Quito. Nous parlons d'une lutte qui se livre en Patagonie, au Chili, en Argentine. Une lutte en Bolivie pour le Tipnis. C'est-à-dire une lutte qui demande principalement, je crois, une fois encore depuis l'Amérique latine et pour le monde entier, de quel modèle de développement nous parlons. Je souhaite partir de cela, car après cinq mois de durs combats dans la lutte lancée en 2000 à Cochabamba, au dernier jour du conflit, non seulement les gens définissaient la reprise de l'entreprise publique des mains privées, mais ils allaient au-delà. Ils allaient au-delà et ils remettaient durement en question la manière qu'avaient les gouvernements de prendre des décisions pour nous, dans les affaires qui nous touchent directement. Et si l'on compare les événements de l'an 2000 à ce qui se passe aujourd'hui, je pense justement qu'une



fois encore une question très importante est soulevée. C'est-à-dire qui décide pour nous dans nos villages ? Encore une fois. Ce qui se passe en Grèce, en Espagne, en Italie, est une preuve évidente que ceux qui décident, ce ne sont même plus les États en tant que tels, mais plutôt les grands intérêts des banques et des transnationales qui veulent, comme en 2000 à Cochabamba, occuper notre territoire et nous dépouiller de ce qui nous appartient, de ce que nous considérons comme un patrimoine et un bien commun : l'eau. Par conséquent, parler de la municipalisation, forts de l'expérience acquise après douze ans à Cochabamba, c'est penser et réfléchir afin de savoir si des structures municipales de l'État aussi dignes qu'ici à Aubagne -le discours de Magali m'a beaucoup impressionné- seront suffisamment fortes pour pouvoir résister à ces assauts que subissent aujourd'hui l'Europe, mais également l'Amérique latine.

Nous avons donc senti après la guerre de l'eau à Cochabamba que l'un des grands défis que doivent aujourd'hui relever les citoyens et les citoyennes du monde entier est de définir les formes d'organisation, le nouveau type « d'institutionnalité » qui nous permettra d'affronter tout d'abord les pouvoirs, de les stopper face aux grands intérêts qu'ils veulent nous sou-

tirer en ignorant notre volonté comme dans le cas de l'État italien. Quelles propositions et quelles nouvelles alternatives allons-nous pouvoir élaborer afin de transformer nos conditions de vie et de rétablir un mode de cohabitation sociale ? Et une nouvelle façon de cohabiter avec la nature, en toute harmonie, qui nous permette de garder cette planète en vie. Je crois qu'il s'agit du grand défi qui s'était également posé à Cochabamba et qui s'impose aujourd'hui. À Cochabamba, après avoir repris la société d'eau, grâce à son flair très développé qu'a l'Amérique latine, les gens disaient : « Nous ne voulons pas d'une société privée, mais nous ne voulons pas non plus d'une entreprise publique appartenant à l'État à 100%. » Les gens doivent participer dans une entreprise publique parce qu'elle fait partie de ce bien commun qui a été bâti par les générations passées. Et nous, nous tentons de créer cette nouvelle « institutionnalité » dans cette entreprise publique. Et je crois qu'à l'époque d'Evo Morales également, on a essayé non seulement d'inscrire dans la constitution politique de l'État, en vigueur depuis trois ans déjà, ces nouveaux espaces de participation pleine et directe des gens, mais également de bâtir, de tenter de créer ces nouveaux espaces dans la pratique, pas uniquement sur le papier. Et nous nous sommes rendu compte qu'il n'est pas très difficile... Excusez-moi, qu'il n'est pas très facile d'y parvenir. Hier, dans le film on disait : « Qu'y aura-t-il après la guerre de l'eau ? » Et Daniel, l'acteur principal, le leader de la résistance pour l'eau disait : « C'est maintenant que les choses les plus difficiles vont commencer. Ce qui est le plus évident est également le plus difficile. » Ça avait été le plus difficile. Nous avons mis en place des directeurs citoyens élus par la population de Cochabamba, afin qu'ils puissent prendre part aux prises de décisions dans la société et cela n'a pas suffi. Cette structure municipale, de l'État, héritée après tant d'années, a absorbé les directeurs citoyens et les a impliqués dans cette même action d'une grande partie des entreprises publiques dans nos villages. L'inefficacité, le manque de transparence, le fait que les entreprises publiques soient totalement fermées à la population.

Alors, nous pensons, je le répète qu'un grand défi se pose à nous : comment nous organiser, comment mettre en place de manière créative en fonction de nos réalités propres à chaque village, à chaque pays, à chaque région, des formes institutionnelles de participation citoyenne. Nous avons constaté dans la pratique, je rappelle une fois encore l'exemple italien et l'exemple de Cochabamba, que seule l'organisation et la mobilisation des gens peuvent stopper ces grands dangers et les agressions que nous subissons en tant que population.

Mais comment maintenir au fil du temps ces formes d'organisation ? Comment organiser la coordination de l'eau à Cochabamba, qui a été une organisation sociale, à la campagne, en ville, pour tous les secteurs sociaux regroupés en une forme d'organisation horizontale, qui a réussi à affronter et renverser ces pouvoirs ? Cette forme d'organisation n'existe pas aujourd'hui et elle n'existe pas parce que nous n'avons pas eu la capacité de créer nos propres alternatives en fonction de nos réalités. Je crois que la question se pose avec ces défis. Ces défis et ces tâches à réaliser, que la population nous demande aujourd'hui. C'est pourquoi je souhaite terminer cet exposé en précisant qu'elle est nécessaire, que cette « institutionnalité » nous l'avons aujourd'hui, qu'elle doit nécessairement être établie dans une nouvelle « institutionnalité » à laquelle les gens peuvent participer. Car le véritable pouvoir permettant d'affronter ces dangers et de construire des alternatives nouvelles, permettant une

« Quelles propositions et quelles nouvelles alternatives allons-nous pouvoir élaborer afin de transformer nos conditions de vie et de rétablir un mode de cohabitation sociale ? »

eau commune, comme bien commun, et l'existence même de la planète est déjà à la base du pouvoir de nous tous et de nous toutes.

Merci beaucoup.

David Chiousse, animateur

Merci beaucoup.

J'ai envie de demander à Anne Le Strat si dans toutes ces expériences dont on vient d'entendre parler, il y a des points communs, des convergences universelles ou est-on vraiment sur des spécificités propres à chaque commune, propres à chaque pays, qui font qu'il est difficile d'imaginer une concordance de tous ces mouvements.

Anne Le Strat

C'est une vaste question et comme j'ai très peu de temps, ça va être compliqué d'y répondre. Je pense qu'il y a des contextes en effet très différents entre nos collègues du Sénégal, du Portugal et Oscar Olivera de Cochabamba, on voit bien quand même qu'il y a des contextes différents, et moi parlant de Paris, c'est sûr que nous n'avons pas la même réalité des services publics locaux de l'eau et de l'assainissement.

Ce qui, je pense, se dégage, c'est qu'il y a toujours une tendance des gouvernements à vouloir libéraliser les services de l'eau parce que c'est une solution assez facile, parce que les entreprises de l'eau sont très présentes sur le marché, parce que c'est vrai que tous les services publics dans le monde ne marchent pas bien et que le privé vient répondre à une demande mal assurée par le public. En même temps, il y a une tendance forte de mobilisation d'institutions, de gouvernements locaux, de chercheurs, de syndicalistes, de mouvements civils, le mouvement italien en est un très bon exemple, Cochabamba en est un autre. Des mouvements qui

« On doit ne jamais oublier que l'eau est indispensable pour les humains mais aussi pour le monde du vivant »

veulent se réapproprier l'eau dans toutes ces dimensions : démocratique, sociale, environnementale.

Peut-être que l'on est à un carrefour et on se demande quelle est la tendance qui va l'emporter ? Je pense qu'on a la capacité de l'emporter mais si on veut l'emporter il faut s'appuyer sur des expériences réussies ancrées dans une réalité quotidienne parce que c'est évident que le rouleau compresseur de ceux qui veulent que l'eau soit marchandisée est très important et on le voit au FME.

Ce qui se dégage aussi, c'est que si on veut se réapproprier cette question de l'eau il faut faire participer les usagers et les habitants. Cela a été dit et Oscar Oliveira a dit que ce n'était pas simple de créer une alternative. Quand j'étais allée en 2005 à Cochabamba avec Danielle Mitterrand, Oscar nous avait dit qu'ils avaient gagné la lutte, mais que le travail sur le terrain était un processus long.

Je pense qu'on a des contextes locaux et politiques différents mais qu'on est tous convaincus que c'est un service de proximité qui est inscrit dans un territoire, que l'on défend l'eau non pas seulement pour nos usages domestiques, industriels mais aussi pour un écosystème. On doit ne jamais oublier que l'eau est indispensable pour les humains mais aussi pour le monde du vivant. Ce sont ces dimensions qui joignent l'économie, la gestion, l'environnement et le social qu'on doit pouvoir construire avec une participation citoyenne beaucoup plus grande, et ça c'est sûr que c'est aussi une mini révolution qu'on veut tous connaître sur nos différents territoires. Sur Paris, on a connu vingt-cinq ans de Délégation de service public (DSP) et ça a été une vraie rupture de construire un service public avec une régie, le personnel qui a voix délibérative, avec les associations qui ont voix délibérative, avec un observatoire parisien qui est aussi un lieu d'initiative. On a mis un contre-pouvoir citoyen dans la gestion de l'eau, avec une baisse du prix de l'eau qui n'avait jamais été opérée auparavant. C'est un travail long, qui ne peut se faire qu'avec une volonté politique forte qui est appuyée sur des mouvements sociaux, sur des syndicats, sur une volonté de la population, et c'est sûr qu'à Paris, les gens préfèrent avoir une gestion publique plutôt qu'une gestion privée.

En tant que Présidente d'Aqua Publica Europea, je voudrais dire qu'on s'est constitué pour faire entendre notre voix au niveau de l'Europe parce que, là aussi, s'il y a une tendance majoritaire à considérer que le privé est efficace, nous, opérateur public, on sait qu'on peut avoir une gestion publique efficace, évaluée, dans l'intérêt général.

Nous sommes une force maintenant reconnue, nous sommes une petite force récente, mais reconnue et je pense que c'est l'agrégation de ces différentes luttes, de ces différents réseaux, dans la volonté de créer des passerelles entre nous, que nous pourrions continuer à faire vivre ce combat parce que sur l'Europe, et c'est le dernier mot que je voulais dire, on a à être inquiet. Autant l'Amérique latine me semble un foyer intéressant d'innovation et d'expérimentation, autour du bien commun et de la gestion publique, autant en Europe on voit bien qu'on est dans un domaine de résistance.

Paris a réussi, d'autres villes réussissent et réussiront, je l'espère, mais on voit bien que ce soit au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Italie, il y a des pressions fortes pour libéraliser les services de l'eau pendant ce temps de crise parce que ce sont des services qui peuvent être rentables, pour le privé. La crise économique pousse des gouvernements, des municipalités à vouloir vendre leurs services d'eau et d'assainissement au privé pour récupérer des financements et équilibrer leurs budgets, il faut être très vigilant en Europe. Cela me semble crucial de devoir organiser toute forme de résistance, toute forme d'interpellation au niveau européen afin qu'un modèle de gestion publique en Europe puisse toujours être viable et comparé à d'autres services mais nous avons une lutte à mener car la crise touche de plein fouet le secteur de l'eau et de l'assainissement.



David Chiousse, animateur

Merci beaucoup.

Nous allons maintenant changer de continent et retourner en Amérique latine avec Ana Elisa Osorio qui est vice-présidente du parlement latino-américain. Depuis ce matin, on parle beaucoup de bien commun, de réappropriation, est-ce qu'aujourd'hui cette question de bien commun fait consensus en Amérique latine ? Est-ce qu'elle est celle qui guide vers la réappropriation de l'eau ?

Ana Elisa Osorio

Bonjour à toutes et à tous et merci pour cette invitation.

Je vous adresse toutes mes félicitations pour l'organisation de ce forum alternatif pour le bien commun de l'eau. Définitivement, un vent de révolution souffle sur l'Amérique latine. Pas dans toute l'Amérique latine, enfin, je pense qu'il est important de garder à l'esprit comment l'Amérique latine a été victime du Fonds monétaire international (FMI) où ces packs néolibéraux ont été mis en œuvre, là où justement, toute la question de la privatisation de l'eau s'est posée. C'est assez... pour nous, c'est antinomique, et nous pourrions même dire incompréhensible, que l'Europe souhaite à présent mettre en œuvre les mêmes packs que ceux que nous subissons en Amérique latine depuis vingt ans, dix ans, avec les terribles conséquences en termes de pauvreté, d'inégalité, alors que nous avons sous les yeux les résultats du néolibéralisme, et maintenant, alors que l'Europe baignait dans un état de bien-être, elle recule à présent et, après avoir avancé vers des mesures que nous pourrions qualifier de bien-être public, elle envisage d'appliquer à nouveau des modèles de privatisation, avec tout ce qu'implique cette crise économique. Je pense qu'il s'agit d'une opportunité très importante pour la gauche européenne de prendre en compte l'organisation en fonction de la résistance à ces changements. Au Venezuela, je souhaite exprimer rapidement ce que nous avons fait en matière de gestion de l'eau. Nous pourrions dire qu'avant 1998, et durant les treize années qui ont suivi, les changements ont été radicaux. Tout d'abord avec la constitution qui déclare

« Nous avons fait des efforts importants également en matière d'éducation afin d'économiser l'eau et nous avons connu un succès particulier »

l'eau bien public (article 304), qui transpose le concept de démocratie participative et protagoniste, et ce concept nous l'avons appliqué à la gestion de l'eau. En 1998, nous étions sur le point de mettre en œuvre la question de la privatisation de l'eau. Mais cela ne s'est pas produit. En effet, avec l'ascension du président Hugo Chavez Frías à la présidence de la République, le projet a été gelé. Alors, tout un processus a débuté, outre la constitution, toute la question légale qui permet de disposer, aujourd'hui, d'une loi sur la prestation de services en matière d'eau potable et d'assainissement qui établit l'organisation communautaire. Avec ce que nous avons appelé les tables techniques de l'eau. Aujourd'hui, on en compte 30 000 environ, 30 000 tables techniques de l'eau qui sont des organisations communales où des hommes et des femmes discutent de leur propre commune, depuis le diagnostic de la situation de leur problématique car, selon chaque cas, la question de l'eau est très complexe en raison de la gestion des différentes altitudes. Nous, nous devons pomper de l'eau depuis des altitudes de cent mètres au-dessus du niveau de la mer jusqu'à presque 1 500 mètres d'altitude. Cela revient cher, c'est difficile à réaliser, la croissance a été désordonnée selon les régions, Los Cedros, Las Colinas... les gens les plus pauvres ont construit leurs propres aqueducs par le passé. La population s'est peu à peu concentrée et la quantité d'eau qui arrivait n'était pas suffisante, mais il n'y avait pas de programme, il n'y avait pas toute cette ingénierie. Tout s'était organisé de manière informelle. Alors la commune s'est organisée... Elle a réussi à faire les diagnostics et même à trouver des solutions. Nous, il y a au moins six ans, nous avons signalé que nous pensons que l'issue c'est le socialisme. Il n'existe pas de possibilité au sein du capitalisme, car ce modèle rend impossible l'égalité et la justice sociale. Le Président a lancé un sujet auquel nous avons

permis de donner réalité et d'intégrer la politique publique. Il s'agit du transfert du pouvoir au peuple. Nous pensons que la transition passe par le socialisme. Il s'agit de quelque chose de très complexe où le socialisme est cerné de toutes parts par le capitalisme. Néanmoins, la transition passe par l'état communal. Et là, le transfert du pouvoir au peuple s'est peu à peu... s'est matérialisé de différentes manières que nous n'avons pas le temps d'aborder, mais concernant les tables techniques de l'eau, les ressources sont transférées à la table technique. Je ne parle pas de petites ressources. Il s'agit de grandes ressources que la table elle-même gère avec le soutien technique de la société publique de l'eau. Alors, des ingénieurs de la société publique en partenariat avec les antennes communales conçoivent l'ingénierie, construisent des chantiers et nous, aujourd'hui, nous avons réussi à atteindre l'objectif du millénaire concernant l'accès à l'eau potable au Venezuela. Et aussi à l'assainissement. Plus de 95 % de la population urbaine du Venezuela ont accès à l'eau potable, ainsi qu'environ 89 % de la population rurale. Ainsi, il s'agit là, d'un changement qui a bien entendu un lien avec la volonté politique, avec le développement réel de la démocratie participative et protagoniste et qui a permis effectivement que nous puissions vivre cette expérience extraordinaire liée également à l'éducation. L'éducation en matière d'environnement, la question de l'économie de l'eau, notre population... pas toute mais, effectivement, s'agissant de l'eau, il existe un gaspillage important. La consommation moyenne d'eau par personne est de 300 litres. Néanmoins, il existe des villes comme Maracaibo qui peuvent atteindre 400, voire 500 litres par personne. Il existe un réel gaspillage de l'eau. Alors, nous avons fait des efforts importants également en matière d'éducation afin d'économiser l'eau et nous avons connu un succès particulier. De plus, les communes sont parfois de bons gestionnaires en termes de ressources. Avec des ressources pour 300 mètres de tuyauterie par exemple, elles parviennent à faire 500 mètres de tuyauterie. Elles recrutent leur main-d'œuvre au sein de la commune, mais il existe une question qui ne se pose pas, il n'y a pas de plus-value, mais simplement l'exercice pour l'amélioration de la qualité de vie et la satisfaction de la commune qui



passé également par le paiement de l'eau. Nous, nous facturons l'eau à des tarifs différenciés. Les communes les plus pauvres ont un tarif très économique, le commerce paye beaucoup plus, l'industrie également. Il s'agit en fait d'un tarif différencié en fonction du niveau d'accès et des revenus de la communauté.

Merci.

David Chiousse, animateur

Merci Madame.

On va aller du côté de l'Espagne avec Jaime Morell qui est le secrétaire général de l'association espagnole des opérateurs publics. Comment réagissez-vous à ce que dit Madame Le Strat sur cette tentation pendant la crise de libéraliser le secteur de l'eau. Est-ce que vous le sentez dans votre secteur d'activité au quotidien ? Et cette interpellation qui nous vient de l'Amérique latine sur cette envie de mise en commun de transition vers une gestion plus publique. Est-ce que pour vous, aujourd'hui, avec la situation économique, ce sont des questions qui font écho à vos préoccupations ?

Jaime Morell

Oui, effectivement, nous connaissons aujourd'hui des moments difficiles. Dire qu'il n'existe qu'une seule solution à la crise et que la solution est technique et que ce n'est pas le moment de faire de la politique et que c'est le moment de libéraliser les services est sans aucun doute une manipulation délibérée et nous vivons des moments difficiles. Nous passons un sale moment. Effectivement, pas parce qu'il existe des conditions objectives de privatiser un service de l'eau en vue d'efficacité, mais parce que c'est une manière de faire de l'argent, de financer. Ce que disait Anne est absolument vrai. On utilise la vente des services publics. Il ne s'agit pas d'appels d'offres, mais d'un achat du service public pour équilibrer les budgets et ce coût est déguisé. On perçoit des voisins le tarif de l'eau sans le leur dire. Par conséquent, on ment, on manipule, on cherche des excuses pour privatiser, mais en réalité, derrière une vente déguisée on trouve toujours et très clairement une vente. Je ne connais aucun cas, ni aucune concession, ni en Espagne ni dans le monde, qui ne dissimulent une vente. Par conséquent, depuis l'association espagnole des opérateurs publics nous sentons ce problème et nous sommes très conscients de cela et nous tentons de le défendre grâce à un discours argumenté. Je crois que le moment de la confrontation public-privé doit être mis de côté car c'est cela qui intéresse le lobbying privé. Nous devons transmettre un discours plein d'arguments, d'arguments liés à l'efficacité, d'arguments sociaux principalement. C'est pourquoi notre association est ouverte à la société civile. Elle fait activement partie de la société civile. En gérant un bien commun, en le gérant sous un régime de monopole, si nous n'avons pas la légitimité de la société civile, nous ne parviendrons à rien. Et là-dessus, je suis tout à fait d'accord avec l'ensemble de mes compagnons de table qui ont pris la parole avant moi. Par conséquent, au sein d'AEOPAS, notre association, et avec la participation de la société civile, nous tentons d'avoir un discours très argumenté et de définir ce que doit être la gestion publique, car bien souvent, ce qui est public n'en porte que le nom. Il faut lui donner du contenu. Le public n'existerait pas sans transparence et cela ne doit pas

exister. Le public, sans participation active n'existerait pas non plus. Le public, sans rendre des comptes, n'existe pas non plus. Nous ne briserons le monopole que lorsque nous aurons lancé un tel modèle. La participation de la société est absolument nécessaire et c'est la seule chose qui légitime la gestion du bien commun qu'est l'eau. Bien commun que nous tentons en outre de transposer en droit positif. En Espagne, comme dans d'autres pays, les Nations unies ont tenté de le faire, mais il faut l'introduire dans les constitutions, comme un droit et le transposer dans le reste de la législation afin qu'il devienne effectivement accessible. Enfin, je souhaite dire que depuis l'association, nous soutenons également comme objectif propre l'appui aux politiques de coopération. L'aide officielle au développement des pays européens, d'Amérique et du Japon, a connu un échec. Le développement si souvent mentionné dans les plans directeurs n'a pas été atteint et ces fonds ont été utilisés et sont utilisés pour subventionner des entreprises privées principalement et faire de la politique géostratégique pour les pays donateurs. Cette question fait pour nous partie de notre objectif statutaire et nous devons soutenir les politiques de développement, les politiques de coopération et de développement en matière d'eau. Il est absurde, mais personne n'aborde ce discours, que lorsque l'on consacre des fonds publics à faire de la politique de l'eau dans d'autres pays, on ne tient pas compte de ses propres entreprises publiques qui font partie de l'administration et qui sont également l'État. On utilise des entreprises privées et, nous avons déjà entendu aujourd'hui certains commentaires concernant la manière qu'ont la Banque mondiale, le fonds monétaire, de conditionner ces packs néolibéraux visant à privatiser les services publics. En Espagne, nous connaissons aujourd'hui, un très grave problème qui est que le plus gros effort fourni par un pays d'Europe pour améliorer le service d'eau potable et d'assainissement en Amérique latine, le Fonds de l'eau espagnol, avec une enveloppe de 1,5 milliard de dollars en quatre ans, connaît un échec absolu. De plus, avec le gouvernement espagnol actuel nous craignons que cela ne devienne une privatisation d'achats et de services à des sociétés espagnoles multinationales, transnationales, et nous devons surveiller cela de très près, car l'objectif du fonds était la défense de la gestion publique, la défense, la mise en place de services d'eau dans des zones périurbaines et rurales, la gestion communale, et je crois que tout cela va disparaître avec ce gouvernement. Le précédent n'a pas très bien fait les choses non plus, mais avec celui-

« Nous devons soutenir les politiques de développement, les politiques de coopération et de développement en matière d'eau »

David Chiouse, animateur

Merci beaucoup.

Jacques Perreux, on a l'impression d'être à un moment où il se passe beaucoup de choses autour de l'eau, avec la question de la crise économique, de la tentation, de la remise en mouvement de la libéralisation alors qu'il y a quelques années on avait l'impression que le mouvement inverse était enclenché.

Quels sont selon vous les axes sur lesquels il faut peser dans cette bataille qui a l'air idéologique ?

Jacques Perreux

Je voudrais dire d'abord une chose. On nous annonce que le forum officiel va être le forum des solutions, je ne crois pas qu'il va l'être, sinon il l'aurait été bien avant, il y en a eu 5 déjà... Une chose dont on peut tous être sûrs au vu de cette réunion de ce matin à Aubagne et, au vu des préparatifs du FAME, c'est que le FAME va être celui des victoires. Malgré les situations décrites de tentatives de libéralisation, on est dans une phase de prise de conscience des peuples.

ci, c'est très clair. Par conséquent, simplement pour en finir, il existe une manière très simple. Il existe en Espagne une initiative que nous allons tenter de lancer. En effet, à partir du moment où l'on interdira le paiement d'une redevance pour une concession pour privatiser un service, pratiquement aucune commune n'aura un quelconque intérêt à privatiser. Elles ne le font pas pour que les choses soient mieux faites, mais pour percevoir des investissements permettant d'équilibrer les budgets. Si cela était interdit ou s'il était obligatoire de consacrer des infrastructures hydrauliques, nous en aurions terminé avec le problème de la privatisation en Espagne et, dans de nombreux pays. Merci beaucoup.



Il y a un trait d'union entre toutes nos expériences, il y a des différences techniques très importantes, mais le trait d'union que je ressens et que j'ai eu la chance de vivre, quand j'ai dirigé un établissement public d'assainissement et d'environnement pendant plusieurs années dans le Val-de-Marne, c'est que l'eau nous oblige à nous élever à un degré très haut de l'intérêt général. Elle nous oblige à nous élever à un degré très haut de l'intérêt général à la fois parce qu'il faut assurer le droit et qu'on ne peut pas accepter que des gens soient privés d'accès à l'eau, mais aussi parce qu'on n'a qu'une seule eau, celle de la planète, mais aussi parce que l'eau dont on s'occupe est celle des générations à venir, donc on est obligé de s'élever à ce niveau-là. Je crois que dans la phase où on est, il faut mieux faire percevoir que lorsque nous luttons contre la marchandisation de l'eau, ce n'est pas par dogmatisme, ce n'est pas par une obsession, c'est tout simplement parce que nous savons que la recherche du profit conduit souvent à économiser sur la protection de l'eau et à polluer davantage.

La recherche du profit, c'est le temps court des actionnaires qui sont impatients d'avoir des retours sur investissement alors que quand on s'occupe de l'eau, on sait très bien que ce n'est pas de l'année prochaine dont on s'occupe, c'est des années futures, il faut qu'on ait en permanence cette préoccupation-là. Pour avoir dirigé un service public de l'eau, je sais que le fait de ne pas avoir de compte à rendre à des actionnaires, mais à des citoyens, ça amène à être capable d'être innovant, par exemple, on est en train de ré-ouvrir une rivière dans le Val-de-Marne qui avait été transformée en égout. On est en train de travailler sur des modèles innovants, sur

« Lorsque nous luttons contre la marchandisation de l'eau, c'est parce que nous savons que la recherche du profit conduit souvent à économiser sur la protection de l'eau et à polluer davantage »

la récupération des eaux de pluie dans les villes, et pour que ce soit un élément de la biodiversité. Quand on n'a pas de compte à rendre aux actionnaires, on peut considérer que l'investissement dans l'éducation, dans la prévention, dans un rassemblement autour de l'eau comme nous le faisons dans le Val-de-Marne avec une université de l'eau, un festival de l'eau, tout cela est un bon investissement.

Je veux dire aussi que le reproche principal que l'on peut faire aux entreprises de l'eau, c'est qu'en nous obligeant à lutter contre la marchandisation de l'eau, elles nous font oublier l'essentiel, et l'essentiel, ce n'est pas que notre but en soi, ce soit la non marchandisation de l'eau, notre but en soi, c'est la réappropriation sociale de l'ensemble des fonctions et des finalités de l'eau par les citoyens. C'est ce qui me semble important et me fait dire, d'ailleurs, que l'on gagne en service public. En France, il y a 300 communes ou groupements de communes qui, dans les dernières années, sont passés du privé au public. Le service public est l'outil de la citoyenneté, l'outil de la réappropriation sociale, Magali, d'ailleurs, tu parlais dans ta très belle introduction de cette audace dont il faut que nous fassions preuve, c'est tous les jours, parce que nous n'en avons jamais fini avec la citoyenneté, la solidarité ! Pourquoi ? Parce que l'eau est à la fois source de vie biologique, on le sait tous, si on n'en a pas sur nous, on va mourir, mais l'eau comme bien commun est source de solidarité qui est aussi vitale pour transformer le monde et donner du bien-être à vivre avec.

Donc, il ne faut pas qu'on reste seulement sur la question du fonctionnement du service, pas seulement sur la question du prix, même si la question du prix est extrêmement importante notamment pour les gens les plus modestes. Mais la citoyenneté, c'est par exemple, pour que se lève dans un pays comme le nôtre qui est le premier utilisateur des pesticides, c'est pour qu'on fasse prendre conscience, qu'une des grandes luttes à mener, c'est de se débarrasser de ces poisons dans l'agriculture et dans l'alimentation. Il y a un rapport officiel en France, et je pense qu'il n'y en aura pas de trace dans le FME, qui dit que chaque kilo de pesticide répandu dans une exploitation agricole nous coûte 60 000 euros de réparation et à ces 60 000, il faut rajouter les coûts en médicaments, maladie, etc... C'est-à-dire que si on est dans une logique citoyenne, le bon sens l'emportera sur le fait qu'il vaut

mieux donner quelques milliers d'euros aux agriculteurs bio qui rendent service à la nature et à la planète, et c'est la même chose sur les gaz de schiste, sur la question de la place des eaux pluviales, de considérer les eaux pluviales comme une richesse et non pas un déchet en ville et c'est encore la même chose sur la réappropriation des fleuves et des rivières.

On l'a senti, ce week-end, au séminaire de la fondation France Libertés, du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) et de l'association Eaux Vives, je pense qu'il faut qu'on embrasse tous les sujets, toutes les fonctions de l'eau, il y a des dizaines de milliers de gens capables de se lever contre les gaz de schiste et ils se battent bien en faisant cela pour le droit à l'eau. J'ai été hier, quelques heures, au forum officiel, c'était bien triste, mais ce forum officiel contrairement à ce que dit l'adjointe au maire de Marseille qui s'en occupe, ce forum n'est pas citoyen... Le meilleur symbole du fait qu'il n'est pas citoyen, c'est que mon ami, Larbi Bougerra qui est un des grands experts de l'eau, pensait que pour parler de l'eau, on pouvait rentrer gratuitement, ce serait le minimum des choses et là-bas, il a découvert qu'il fallait qu'il paye 700 euros... Donc pas d'associations, pas de syndicats, pas de citoyens, pour parler de cette chose absolument essentielle vraiment... Heureusement que nous avons inventé des réunions comme celles-là et comme le FAME.

David Chioussse, animateur

Merci.

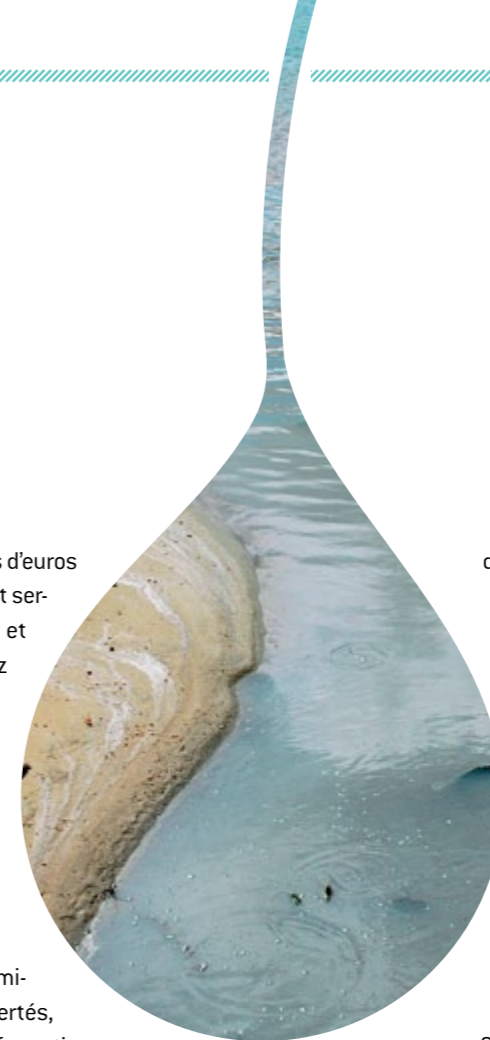
Pour faire le lien avec ce qui vient d'être dit, je vais demander à Edgardo Parra qui est le maire de la troisième ville du Venezuela, Valencia, en quoi peuvent lui être utiles des rencontres comme celles-ci, des échanges comme ceux que nous avons eus ce matin et que nous aurons cet après-midi ?

Edgardo Parra

Bonjour. Mon nom est Edgardo Parra, maire de la ville de Valencia, membre du parti socialiste uni du Venezuela, du parti du Président Hugo Chavez. Valencia est la troisième ville

du Venezuela en termes de population. Elle compte un million d'habitants et est située dans la région centre-nord côtière du pays. En effet, je souhaite remercier le comité d'organisation de cet important Forum Alternatif Mondial de l'Eau, bien commun de l'humanité, reconnu par les Nations unies, pour son invitation. Je pense qu'il peut s'agir d'un débat important concernant la question de la gestion publique et de la gestion privée. Pour nous, dans notre pays, l'eau est un droit constitutionnel comme l'a dit Ana Elisa Osorio, vice-présidente du Parlement latino-américain. C'est un service public géré par le gouvernement national.

L'ensemble des coûts de production, de transport, de traitement et de distribution sont pris en charge par le gouvernement national par l'intermédiaire des sociétés hydrologiques rattachées au ministère du pouvoir populaire de l'Environnement. Dans notre pays, un litre d'eau conditionné par des sociétés privées coûte plus cher qu'un litre de pétrole produit et vendu par notre gouvernement. Pour que vous puissiez vous faire une idée, les sociétés privées conditionnent l'eau, la vendent dans des emballages plastiques et l'emballage, le litre, revient plus cher qu'un litre de pétrole, comme le dit la gestion publique, au prix de vente international. Je dis cela pour que vous puissiez vous faire une idée. Il est également important de dire que près de Valencia se trouve un lac, le lac de Valencia, le réservoir d'eau douce le plus important du pays, situé dans la région centre-nord côtière, dont les coûts d'assainissement et de contrôle des niveaux sont entièrement pris en charge par le gouvernement national, par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement... du pouvoir populaire de l'environnement. Il existe une loi du pouvoir public municipal concernant le transfert de la compétence de la distribution d'eau aux municipalités. Toutefois, cette compétence n'a pas encore été transférée en raison des coûts élevés que cela





impliquerait pour les municipalités. Elle est assumée par le pouvoir exécutif national, par le gouvernement national. Nous, nous avons une proposition qui consiste à transférer la compétence et la gestion de la distribution de l'eau au pouvoir populaire, aux communes en formation. La loi l'envisage pour les municipalités, mais nous proposons, et c'est là une partie du programme du gouvernement socialiste, dans le cas de Valencia, de transférer cette compétence en matière de gestion directement aux communes qui sont aujourd'hui en formation dans notre pays. Nous adhérons entièrement au projet de déclaration finale de ce forum alternatif, en ce sens que, en qualité d'autorités locales, nous sommes convaincus que le droit à la ville, le droit aux zones métropolitaines et durables exige que l'eau soit considérée comme un bien commun, car le droit d'accès à cette ressource et à l'assainissement relève de l'intérêt général. Celui-ci ne saurait être négociable. Cela implique une nouvelle culture de l'eau dans laquelle nous souhaitons nous impliquer en favorisant la citoyenneté, les responsabilités individuelles et collectives. Merci beaucoup.

David Chioussse, animateur

Merci Monsieur. Alors dernière intervenante de cette table ronde, c'est Sylvie Paquerot. Vous êtes universitaire concernée par ces questions. Quel est votre sentiment sur la situation dans laquelle on se trouve sur cette question de la réappropriation de l'eau et du bien commun de l'humanité ?

Sylvie Paquerot

Ma spécialité étant le droit international de l'eau et la gouvernance mondiale, c'est un peu dans ce contexte que j'aimerais replacer ce que j'ai entendu ici. Vous avez raison avec tout ce que j'ai entendu, l'enjeu est énorme et vous n'êtes pas les seuls à le poser dans ces termes-là. Dans le cadre de la mondialisation, on voit se déployer depuis un certain nombre d'années, cette idée que les villes doivent prendre leur place dans le débat sur la mondialisation et dans ses différents enjeux. Il faut donc se poser la question, qu'avez-vous de différent ? Qu'est ce qui est différent entre l'enjeu du droit à la ville tel que vous le posez et la manière dont l'UNESCO par exemple, ou le programme habitat, posent la question du rôle des villes ?

« Une ressource c'est une ressource et ça sert à l'économie. On doit donc se réappropriier le sens des biens communs pour que l'eau ne soit pas une marchandise »

C'est un enjeu important parce qu'à mon avis la différence fondamentale, c'est que vous posez la communauté politique. Si on essaye de repenser aujourd'hui, l'expression « droit à la ville », qui est une expression de gauche, inventée par Henry Lefèvre en 1968, dans le cadre de la mondialisation, peut-être qu'on devrait plutôt parler de « droit à la cité » pour bien marquer cette volonté qui est exprimée ici de refaire de nos territoires de proximité des communautés politiques. C'est un enjeu fondamental parce que nos gouvernements, les États nationaux, et je suis d'ailleurs assez gênée du mien dans ce cadre là, sont les partenaires de cette mondialisation marchande. Plus que marchande, ils cherchent à évacuer le politique, selon eux, une société de marché n'a pas besoin de politiques. Quand on appelle les collectivités locales à discuter de gouvernance mondiale, on leur demande d'être de bons gestionnaires, on ne leur demande pas de décider, on leur demande de bien gérer dans la direction qui a déjà été testée qui est celle de la société de marché. Ce que j'ai entendu ici, me rassure énormément, à cause de la place de la participation citoyenne qui a été beaucoup discutée. Qu'elle soit difficile, j'en conviens, mais qu'elle soit au centre c'est la garantie de ne pas se transformer en gestionnaire de proximité d'une mondialisation qui serait à l'encontre de nos volontés.

Je pense que cette question de la communauté politique est votre premier critère pour distinguer ce que vous faites, vos orientations, des autres initiatives pour intégrer les municipalités dans la mondialisation. Les états nationaux ont été considérés historiquement dans les derniers siècles comme nos communautés politiques. Aujourd'hui, ce sont elles qui négocient le libre-échange au détriment des populations. On a donc un enjeu formidable ! Magali parlait de créativité, oui on a un enjeu formidable de créativité pour refaire des communautés politiques à différentes échelles et contourner cette association de l'État et du marché qui est en train de saper le fondement de nos sociétés.

Il y a un deuxième élément, me semble-t-il, qui est important, que j'ai entendu et qui est peut-être un peu plus provocateur pour certains, mais ce n'est pas grave, faut y réfléchir. Si on veut vraiment que le bien commun devienne ce que nous envisageons que ce soit pour l'eau, le logement, la qualité de vie, il faut cesser d'utiliser le terme de ressource quand on parle de l'eau. Il faut se rappeler qu'avant le début du XX^e siècle personne n'utilisait le mot ressource pour l'eau. L'eau a commencé à être qualifiée de ressource au début du XX^e siècle, quand on a commencé à pouvoir l'harnacher et à y réfléchir en terme d'efficacité économique. L'intervention de Jacques était très significative à ce niveau-là, quand on dit une récupération sociale de l'ensemble des finalités de l'eau. Il n'y a pas d'ensemble de finalités d'une ressource, une ressource c'est une ressource et ça sert à l'économie. On doit donc aussi, au niveau du discours, se réapproprier le sens des biens communs pour que l'eau serve à montrer ce qui, plus largement, pour bien vivre ensemble dans nos communautés politiques, ce sont des biens communs, ce ne sont pas des marchandises.

Je pense que vous avez beaucoup de bons exemples et de bonnes expériences pour réfléchir toute la journée, aujourd'hui à ça, mais je vous invite à ne pas perdre de vue cette importance fondamentale pour vous distinguer et quand Magali ira faire une intervention officielle au FME de ne pas oublier de poser que l'eau est la politique.

David Chioussse, animateur

Merci beaucoup pour l'ouverture d'esprit. Merci à nos 11 invités d'avoir respecté la règle du jeu, d'avoir essayé de rapporter leurs expériences locales et d'en tirer quelques enseignements.



12h15



La parole à un grand témoin

Riccardo PETRELLA (Italie), universitaire, animateur de Réseau européen des villes et l'eau (REVE)

David Chiousse, animateur

Avant de terminer cette matinée, on va appeler notre invité exceptionnel, qui est Riccardo Petrella pour un petit moment de mise en remue-méninges et pour activer les discussions de cet après-midi.

Riccardo Petrella

Bonjour à vous tous, et à toutes, c'est pour moi un grand plaisir de pouvoir intervenir avec cette lourde responsabilité d'être un témoin. C'est vrai que, quand on témoigne parfois, on témoigne contre les crimes, mais j'espère que ce matin, on va témoigner d'autres choses plus agréables. Je vois que dans notre rencontre de ce matin, il y a deux sujets qui ont été mis en évidence, le premier sujet est l'humanité, le deuxième est la ville, et il y a deux grands principes fondateurs de nos sociétés qui sont le bien commun et le droit. J'aimerais bien témoigner quelques réflexions du vécu à partir de ces deux sujets et de ces deux principes, et je pense que c'est un moment important, pour nous tous, de se retrouver ici, autour

de ces éléments grâce à l'eau. C'est l'eau qui est le ciment de l'humanité de la ville, du bien commun et du droit, c'est très compliqué tout ça !

Il a bien fait de me dire que je ne devais pas parler plus de 10 min... J'ai l'impression maintenant d'être comme ce garçon au Bac où le thème de cette année était l'humanité, l'univers et les problèmes annexes. Ce jeune garçon a dit « je n'ai que 30 min, je n'ai pas le temps de me préoccuper des problèmes annexes, je vais à l'essentiel, je vais à l'univers ». Là, j'ai l'impression de devoir décliner ces 4 éléments en 10 min. Alors de ces témoignages que chacun de nous a faits, on peut constater que les groupes dominants ont réduit l'humanité à un ensemble de consommateurs... ces groupes dominants ont également réduit la ville à une grande place de marché... Ces groupes dominants ont réduit le bien commun à des biens économiques. Il n'y a plus véritablement de bien commun, il y a des biens économiques qui sont l'ensemble de logiques de ressources qui doivent être gérées de manière efficace pour optimiser l'utilité des consommateurs.

Ils ont également réduit le droit à un problème d'accessibilité sous condition.... tout le monde a des droits, mais il faut les payer... si on ne les paye pas, on n'a pas d'accès... et si on ne les paye pas, parce qu'on est pauvre, on peut alors devenir l'objet de charité de la part des pouvoirs publics qui te disent, « tu devrais payer, mais comme tu es pauvre, je te fais payer peu ou quasi nul mais tu dois payer ! ». La manière dont les groupes dominants ont transformé dans l'imaginaire collectif ce qu'est l'humanité, ce qu'est une ville, ce qu'est le bien commun a eu deux conséquences majeures. La première est l'évacuation du concept de sacralité de la ville... L'humanité/consommateurs, la ville grand marché, les biens communs réduits à des biens économiques, les droits réduits à la soumission de la capacité du pouvoir d'achat ont éliminé les concepts de sacralité de la ville. Nous ne croyons plus, nous ne pensons plus, à l'exception de nos amis de l'Amérique latine, nous ne croyons plus à la sacralité de la ville, et nous ne croyons plus à la sacralité de l'eau. L'eau n'est pas sacrée, l'eau ne signifie pas qu'on a la vie, parce que c'est sacré, c'est important comme disent les marchés financiers, c'est l'or bleu, c'est une ressource précieuse, où est la sacralité dans tout ça... ?

La deuxième conséquence majeure de cette transformation des 4 mots clés, a été l'abandon de toute notion de gratuité,

comme fondement du vivre ensemble. Personne d'entre nous ne croit que la gratuité est le fondement du vivre ensemble, sauf nos amis d'Aubagne, parce que si vous circulez en ville, les transports publics sont gratuits, et dans le bus c'est écrit « Liberté, Égalité, Gratuité », c'est une idée géniale et j'aimerais y rendre hommage !

Au fond c'est quoi la gratuité ? La gratuité ne signifie pas absence de coûts, la gratuité signifie la prise en charge des coûts importants par la collectivité. L'eau gratuite, au fond c'est quoi ? C'est l'eau de l'amour... L'eau gratuite c'est l'expression de la fraternité entre les gens, c'est l'expression que nos sociétés disent je t'aime, un tout petit peu, tu dois y avoir droit et nous prenons les coûts en charge parce que je t'aime. Donc le droit à la vie passe par la gratuité et le fait qu'ici à Aubagne, nous avons été invités à exprimer cette expression, ça me paraît l'exemple le plus rêvé de témoignages que nous pouvons faire vis à vis de l'humanité, de la ville, du bien commun et du droit. Il me semble que les dominants n'ont pas gagné. Ils ont gagné pour l'instant et il est vrai, qu'il ne faut pas sous-estimer la victoire temporaire et provisoire des dominants parce qu'ils sont forts. C'est pour cela et, je confluerai avec cette remarque, que les luttes, les résistances, le FAME, la rencontre de Martigues... sont une expression de notre volonté de ne pas laisser capturer et annihiler le vrai sens des mots humanité, droit, ville et bien commun. Alors que peut-on faire ? Il me semble que l'on peut profiter d'une opportunité qui est celle de fait, que les Nations unies ont déclaré en 2010, que l'année 2013 sera l'année internationale de l'eau et de la coopération.

Ma proposition à vous tous, c'est de dire, partons d'Aubagne, de Martigues ou d'ailleurs, pour proposer un schéma de 2013 comme année de la coopération. La coopération est gratuité, la coopération est fraternité, la coopération est le droit et allons voir comment les villes du monde à partir de cette rencontre pourraient proposer un cheminement pour affirmer le vrai sens de la coopération, par rapport à la vie, au bien commun, à l'humanité. Alors, il me semble que cette coopération devrait se structurer autour de choses très concrètes. Profitez de l'année internationale des Nations unies pour réaliser les concepts d'humanité. L'humanité n'existe pas à l'heure actuelle, la « green economy » n'est pas l'humanité. Parlons de ville, réinventons la ville des citoyens, réinventons la ville qui réconcilie le vivre ensemble avec la nature, la nature c'est nous. Nous devons dénoncer la monétisation de la nature qui est une forme de violence faite à la nature. Nous devons

contester de manière radicale par rapport à l'humanité le fait que le FME ne représente pas l'humanité. Nous devons dénoncer les Nations unies et tous les gouvernements qui ont abdicqué au bénéfice du FME, la responsabilité d'être le lieu de discussion pour une politique mondiale de l'eau. Plus que les multinationales privées qui font leur job, nous devons dénoncer les pouvoirs publics qui ont abdicqué, nous devons dénoncer les États qui ont accepté de donner au Conseil Mondial de l'Eau le pouvoir de décider en matière de l'eau. Alors pour terminer, je voudrais vous proposer, non pas un poème, mais une réflexion faite de banalités. Mais j'ai appris en plus de soixante-dix ans de vie, que la banalité est parfois la chose la plus essentielle.

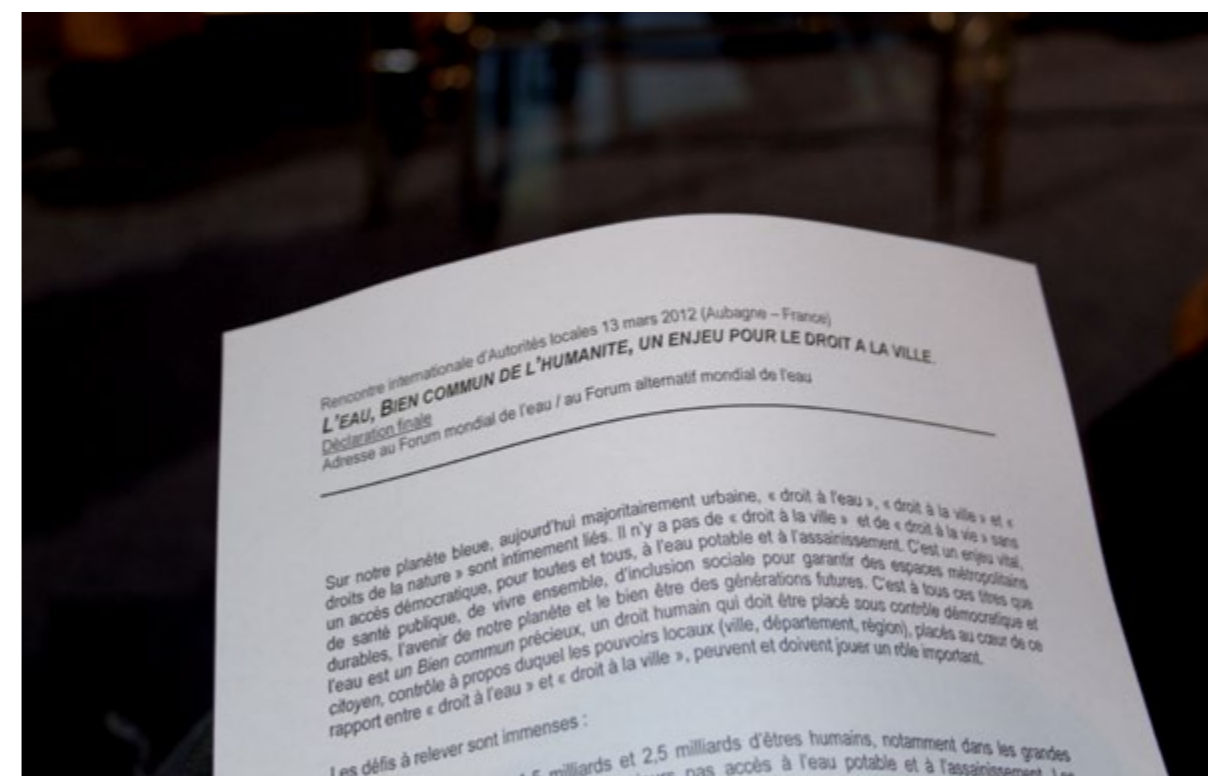
Je vous propose de dire qu'il n'y a pas de liberté sans droit et justice, et il n'y a pas de justice sans égalité, et il n'y a pas d'égalité sans gratuité et sacralité de la vie, il n'y a pas gratuité et sacralité de la vie sans bien commun, il n'y a pas de bien commun sans l'humanité, il n'y a pas d'humanité sans vivre ensemble. La ville, les collectivités locales sont les espaces de la volonté de vivre ensemble. Et il n'y a pas de ville sans citoyens.

« Réinventons la ville des citoyens, réinventons la ville qui réconcilie le vivre ensemble avec la nature, la nature c'est nous »

David Chiousse, animateur

Merci.

Vous avez tous dû récupérer une mouture préliminaire, d'une déclaration qui pourrait être transmise au FME et au FAME, à l'issue de cette journée. Si vous avez des amendements, des remarques, une table est à disposition dans le hall, pour permettre à tout le monde de donner son avis sur cette contribution. N'hésitez pas, ce sera la trace qui restera de cette journée.





14h30

Des rencontres au fil de l'eau. . .

Atelier 1

Accès à l'eau pour tous : quel est le juste prix ? Quelle maîtrise publique ?

L'eau et l'assainissement provoquent des dépenses parfois très élevées. Les financements d'un égal accès à cette ressource vitale pour les femmes et les hommes doivent-ils exclusivement reposer sur les collectivités locales ? Les États-nations n'ont-ils pas un rôle à jouer pour accompagner les volontarismes politiques des pouvoirs locaux et favoriser un traitement solidaire de l'aménagement des territoires ? Les consommateurs doivent-ils être les seuls payeurs ? La gratuité est-elle une utopie ?

Présentation : Yves MESNARD (France), maire de Roquevaire. Modératrice : Christine CAPDEVILLE (France), première adjointe de La-Penne-sur-Huveaune. Témoin : Pierre J. HAMEL (Québec), professeur-chercheur

Atelier 2

Les citoyen(ne)s dans la conquête et la gestion publique du droit à l'eau : vers une nouvelle culture de l'eau pour des villes durables et inclusives ?

L'eau est-elle un enjeu de la gestion partagée de l'action publique ? Quel(s) rôle(s) pour les autorités locales ? Quels nouveaux défis pour les services publics ? L'intervention des citoyen(ne)s est-elle une contrainte ou une valeur ajoutée ? Comment bonifier les politiques publiques à l'écoute des expertises d'usage des habitant(e)s et de leur soif d'investir des espaces de décisions jusque-là très souvent opaques ? Quel est le chemin parcouru depuis *La Guerre de l'eau de Cochabamba* en Bolivie ?

Présentation : Jean-François BAILLON (France), vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis. Modératrice : Carmen HEUMANN (France), adjointe au maire d'Aubagne. Témoin : Ary VANAZZI (Brésil), maire de São Leopoldo

Atelier 3

Eau, assainissement : des questionnements universels et des réponses uniques pour les villes ?

Source de vie et non source de profits... Que cache cette affirmation répandue et partagée à travers le monde ? Y a-t-il un modèle préétabli de gestion publique à dupliquer selon les particularités de chaque réalité ? Y a-t-il des gestions publiques plus dynamiques que d'autres, plus avantageuses pour les usagers ? Quels rôles doivent jouer les réseaux de villes dans la recherche de solutions innovantes et solidaires ?

Présentation : Edgardo PARRA, maire de Valencia (Venezuela). Modératrice : Emmanuelle VAUCHER (France), adjointe au maire de Roquevaire. Témoin : Gus MASSIAH (France), membre du Conseil International du Forum Social Mondial



16h30

Échanges en séance plénière à partir des réflexions des trois ateliers menés précédemment

David Chioussé, animateur

Je vous présente, avant de commencer, le déroulé de l'après-midi : la première heure va être consacrée à une rapide restitution des trois ateliers qui viennent de se dérouler au travers de trois témoins qui viendront nous donner les thématiques et les sujets.

Ensuite, nous aurons en plénière un échange autour des travaux de la journée, que ce soit les ateliers de cet après-midi ou la séance de ce matin.

Nous consacrerons ensuite, un temps à l'agenda international, avec les rendez-vous qui nous attendent dans les mois à venir, qui concernent à la fois le mouvement municipaliste, les collectivités locales et ces questions autour de l'eau et de l'environnement. Nous finirons par quelques mots de clôture de Daniel Fontaine, maire d'Aubagne.

Je vais donc demander à M. Hamel qui est professeur-chercheur à Québec, de nous faire le compte-rendu de ce qui s'est dit dans le premier atelier.

Pierre J. Hamel

L'atelier a commencé par une présentation du maire de Roquevaire. Roquevaire donc, est en régie municipale. Voyant que le service d'eau générait des surplus, qu'ils avaient des excédents cumulés, ils ont décidé de couper vraiment dans la structure de prix en créant un volume gratuit d'emblée, donc avec une structure tarifaire qui les place parmi les meilleurs marchés de France. Ce n'est pas la première fois qu'on voit des régies publiques qui pratiquent des tarifs bien inférieurs à ce que pratiquent les sociétés privées. L'atelier c'était « l'accès à l'eau pour tous, quel juste prix ? ». Nous avons donc beaucoup parlé de la maîtrise publique avec Grenoble.

Dans le paragraphe qui suivait, on posait la question « est-ce que ça doit reposer uniquement sur l'effort financier des collectivités locales ? » tout en se demandant bien évidemment, si les gouvernements nationaux ou infranationaux n'ont pas un rôle à jouer là-dessus ?

« L'eau est un bien que nous considérons comme public, mais nous avons actuellement le problème de la pollution, qui est aussi le résultat du manque d'investissements, du manque de politiques publiques »

Finalement, il a été assez peu question de ce qui constitue 90% de la consommation d'eau dans à peu près tous les pays, à savoir l'agriculture.

Du point de vue du Québécois que je suis, je viens d'une autre planète où les réseaux d'eau ont été construits par des ingénieurs anglais qui contrôlaient la chose et donc ils l'ont fait à l'anglaise, sans compteur ! Il n'y a pratiquement pas de Québécois qui payent l'eau au compteur, et pourtant ça existe... ça se faisait en Angleterre jusqu'à Madame Thatcher, ça se fait encore en Irlande... et ça ne coûte pas une fortune contrairement à ce qu'on pourrait croire.

En France, c'est une exception à plusieurs égards. La part de l'eau qui est livrée par des sociétés privées, c'est en France et en Angleterre que c'est important. Ailleurs sur la planète ce n'est pas le cas ! C'est massivement des régies publiques et les compteurs d'eau c'est pareil.

Je pense qu'il faut sortir de cette logique là, plutôt que d'essayer de travailler à la petite cuillère, avec la tarification sociale. J'entendais il n'y a pas longtemps des gens de la régie de Strasbourg disant, on a 200 ménages qui se sont

prévalus d'un tarif social, et les gens des allocations familiales disaient, avec nos chiffres vous devriez avoir 300 familles, il y a 100 familles qui n'en n'ont pas fait la demande, qui ne savent pas que c'est possible.

La tarification sociale n'est pas, je pense, une solution à ça.

David Chiousse, animateur

Merci pour cette restitution de ce premier atelier. Pour le deuxième atelier c'est Ary Vanazzi, maire de São Leopoldo au Brésil.

Ary Vanazzi

Beaucoup de gens importants dans cet atelier m'ont chargé de faire une synthèse. En effet, je n'étais pas prêt, car on ne m'a pas prévenu. Cependant, il y a eu dans notre atelier un débat très vif, avec beaucoup de sujets importants : tout d'abord, la construction d'une plateforme internationale de lutte contre la privatisation de l'eau, qui engage tous les pays de notre continent. Que cela s'exprime, donc, par une lutte qui rassemble plus de pays, plus de mairies, parce qu'il

Actuellement, le défi majeur réside dans le traitement des résidus de l'eau, des égouts, dont on parle très peu. L'eau est un bien que nous considérons comme public, mais nous avons actuellement le problème de la pollution, qui est aussi le résultat du manque d'investissements, du manque de politiques publiques. Cette lutte doit alors être une lutte unique afin de garantir l'eau comme un bien de la vie, mais aussi pour garantir l'investissement dans les politiques publiques, parce qu'elle est essentielle. Un autre sujet important a été abordé, concernant un processus démocratique de débat qui a lieu en Espagne. Nous avons aussi discuté d'un problème au Chili, dont il faut parler : celui de la protection de l'eau qui naît dans les Andes, dans les glaciers, qui doit être intégrée dans une lutte mondiale, parce que la question des glaciers est un sujet important pour l'humanité. J'espère alors, malgré la surprise, avoir été fidèle au groupe par rapport au grand débat qu'il a réalisé. Je n'ai sûrement exprimé que 10% de tout ce dont nous avons discuté. Merci. Gracias. Obrigado.

David Chiousse, animateur

Dernière restitution, c'est Gus Massiah qui en a la charge, c'est un chercheur du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID).

Gus Massiah

De ce que j'ai écouté, il y a déjà eu une introduction d'Edgardo Parra, qui justement a posé les questions universelles et la question du modèle unique de l'eau. Il y a eu aussi plusieurs interventions notamment d'Emmanuel Vaucher, sur l'expérience d'un modèle qui n'est pas le modèle unique. Plusieurs discussions ont également porté sur l'importance de l'assainissement et sur le fait de ne pas réduire la question de l'eau à l'eau potable, et d'ailleurs ce n'est pas très facile aujourd'hui de le faire, parce que pour expliquer qu'on s'était

s'agit d'une lutte très difficile (à mener) contre le modèle qui est actuellement appliqué partout dans le monde. Il y a quelques décennies, le modèle économique, politique mondial a établi une division des territoires dans le monde entier, afin d'exploiter le pétrole et nous connaissons le résultat, que nous avons vu il y a encore quelques jours : des guerres, des meurtres, la soumission des peuples pour exploiter le pétrole. Récemment, ce même modèle a divisé le monde en territoires, cette fois-ci, afin de pouvoir exploiter l'eau en tant que marchandise, parce que l'eau est un bien et qu'elle a une fin, car tout le monde sait qu'elle s'épuise. L'eau est donc devenue la marchandise la plus disputée du point de vue économique dans le marché. Il y a ainsi une planification selon le point de vue des modèles qui veulent construire ce processus partout dans le monde, et nous cherchons ici, à partir de notre forum alternatif, à construire une organisation internationale visant à relever ce défi. Ceci est alors un diagnostic presque consensuel qui a été établi au sein de notre groupe, pendant notre débat.

Deuxièmement, il s'agit de la lutte sociale, de la lutte populaire. Elle est fondamentale pour la construction d'alternatives et de la gestion du modèle différencié de l'eau dans le monde. Nous préconisons que la construction de ces processus alternatifs soit concrétisée à partir de la démocratisation, du renforcement de la démocratie, de la participation effective de la population et la délégation de possibilités de contrôle et de définition des politiques de la population. Néanmoins, cela ne suffit pas. Nous avons besoin de garantir cela du point de vue de la structure juridique de nos États, Pays, dans la constitution, dans les lois locales, régionales, afin d'avoir de la force juridique dans la confrontation de ce débat concernant la question du monopole qui s'est établi actuellement avec les grandes entreprises au niveau international.

Troisièmement, si je me souviens bien, nous avons discuté de certains sujets. Par exemple : il ne suffit pas de débattre uniquement sur le traitement et la distribution de l'eau.



« Le marché de l'eau est un marché rentier, et quand on dit rente, on dit privilège, et on dit aussi corruption ; on ne connaît pas de marché rentier dans lequel il n'y a pas de corruption »

rapproché des objectifs du millénaire, pour le développement, on a changé la définition même de ce qu'était l'eau potable, parce qu'on est passé à l'eau améliorée. Nous arrivons donc aujourd'hui, à une eau à deux vitesses, l'eau potable et l'eau améliorée.

D'autre part, il est important de tenir compte de l'ensemble du cycle de l'eau, c'est-à-dire, de ne pas partir uniquement de la production ou de la distribution, mais de la protection de la ressource et de la question du traitement de la pollution, donc l'ensemble du cycle de l'eau.

Sur la question qui était posée, il y a eu évidemment un refus de considérer qu'il y avait une réponse unique, mais qu'il y avait par contre un modèle dominant, qui se renforçait beaucoup, et qui prétendait même être le seul valable, possible et viable.

Il faut avouer que le marché de l'eau est un marché emblématique, et que, c'est une grande réussite du capitalisme financier. Quand on regarde les multinationales de l'eau, la place qu'elles occupent et la manière dont elles sont aujourd'hui au cœur du capitalisme financier, on voit qu'il y a une grande réussite. Elles se sont appuyées sur un modèle qui est le

modèle du PPP qui est en fait la subordination du public au privé. Il ne faut pas oublier, que le capitalisme financier, est un capitalisme de rente et que justement, le marché de l'eau est un marché rentier, et quand on dit rente, on dit privilège, et on dit aussi corruption on ne connaît pas de marché rentier dans lequel il n'y a pas de corruption. D'ailleurs, les économistes ont inventé actuellement des modèles, pour calculer le coût d'accès à la rente, c'est-à-dire, le coût de la corruption. Si vous voulez avoir accès à un gisement pétrolier ou à de l'eau, vous calculez combien vous devez payer et à qui. Donc on arrive à une généralisation de la corruption dans le néo-libéralisme. Corruption qui est de fait la fusion du politique et du financier et, je pense, que c'est assez emblématique des marchés de l'eau. Ce qu'on peut voir, c'est que finalement cette corruption s'appuie sur le contrôle des médias ; beaucoup d'études ont été faites, notamment par François Morin à Toulouse, qui montrent que les deux secteurs qui contrôlent les médias en ce moment ce sont les marchands d'eau et les marchands d'armes. Donc, voici le contrôle dominant. Mais la question qui est posée ici en fait, c'est que ce modèle est en crise. Ce modèle est atteint par la crise financière de 2008, c'est-à-dire, la crise du néo libéralisme et, l'élément nouveau de cette crise c'est l'élément écologique parce que la crise oblige à revoir les formes de production et de consommation du point de vue de l'invention d'un nouveau modèle.

La question est donc « quelles sont les propositions qui apparaissent pour la transition sociale et écologique ? » De ce point de vue, nous sommes en pleine actualité malheureusement... Parce qu'à Rio + 20 qui va avoir lieu, la proposition qui est contenue dans le draft 0 préparée par les Nations unies est totalement scandaleuse... Le draft 0 propose la marchandisation de la nature, du vivant, et y compris la privatisation du marché de la pauvreté à travers notamment le surendettement. Donc, nous sommes face à une proposition qui est une proposition d'aller encore plus loin dans le modèle néolibéral qui a produit la crise dans laquelle nous sommes. C'est pour cela qu'une partie des mouvements du forum social mondial a pris position pour le rejet total du chapitre 3 du draft des Nations unies sur l'économie verte, en disant nous ne voulons pas de cette économie verte, de la marchandisation de la vie.

Dans les débats que nous avons eus, est arrivée une proposition d'alternative portée par les mouvements, c'est celle des biens communs, et notamment du bien commun de l'humanité. Mais, un bien commun ça implique que c'est une

communauté qui le met en commun, et donc la proposition c'est que la communauté qui le met en commun c'est l'humanité. Donc, il faut réfléchir à la question de l'eau comme bien commun au niveau de l'humanité, et les propositions qui sont faites aux niveaux local, national, sont très importantes mais la perspective est celle de bien commun de l'humanité et de la reconnaissance de l'eau comme droit fondamental. C'est un des éléments importants pour lequel il y a beaucoup d'initiatives, de luttes, et c'est ce qui est en cause.

Nous avons fini l'atelier avec ce qui se passe notamment dans la municipalité de Roquevaire, autour de l'idée de la gratuité de l'eau vitale et de la prise en compte de la définition même de cette eau vitale.

Ce que nous a dit Emmanuelle Vaucher, qui m'a beaucoup intéressé, c'est que s'ils étaient arrivés à cette gratuité c'est parce, avant de se présenter à la municipalité, ils avaient travaillé dans leur association pendant huit ans sur cette question. La conclusion que j'en tire, c'est que l'alliance stratégique entre les mouvements et les collectivités locales est vitale. C'est ce qui permet de construire ce dont nous avons besoin, c'est d'une régulation publique et citoyenne qui défende l'intérêt général, nous avons également besoin de redéfinir les territoires, de définir la démocratie et justement, l'eau, c'est ce qui permet de réinventer tout ça.

Didier Dumont

Bonjour, je représente la Confédération Générale du Travail (CGT).

Je souhaitais faire déjà une première intervention par rapport au compte-rendu de l'atelier 1. L'ami québécois parlait du compteur d'eau. Si on fait l'historique d'une entreprise qui avait pour nom la Compagnie générale des eaux on s'aperçoit qu'elle a établi sa fortune uniquement en gérant les compteurs d'eau de la ville de Paris. Elle n'exploitait même pas l'eau ! L'eau à Paris était un service public, en régie directe jusqu'en 1985 pour la production et 1987 pour la distribution. C'est donc uniquement, en gérant les compteurs depuis à peu près le milieu du XIX^e, que la Compagnie générale des

eaux a bâti sa fortune, qui lui a permis par la suite de privatiser tout ce secteur d'activité et d'aller ramasser des contrats dans les entreprises. Cette notion de compteur est donc très importante et c'est vrai que c'est bien de rappeler qu'il y a des pays où il n'y a pas de compteurs d'eau et que les gens peuvent utiliser l'eau sans qu'elle soit comptabilisée, ce qui ne veut pas dire qu'il y a forcément des gaspillages.

Deuxième intervention maintenant.

L'assainissement a toujours été le parent pauvre aujourd'hui de la politique menée en matière d'eau dans notre pays. On a commencé à mener une politique de l'eau propre au XIX^e siècle et, il a fallu attendre les années 80 pour commencer à voir se développer les premiers services publics de l'assainissement. Même aujourd'hui, on a toujours des difficultés à avoir des débats corrects. Il n'y avait qu'un atelier aujourd'hui dédié à cette notion et malheureusement, c'est l'atelier où il y a eu la plus faible participation. J'invite aujourd'hui à ce qu'il n'y ait plus une politique de l'eau, sans avoir une véritable politique de l'assainissement qui s'accomplisse en même temps.

Troisième chose, dans l'atelier 3 auquel j'ai participé, a été présentée la situation de la ville de Roquevaire, et, effectivement on peut se dire aujourd'hui, le prix de l'eau est important mais aujourd'hui je trouve qu'il est dangereux de parler du prix de l'eau gratuit sans parler de qui va payer l'eau parce que ça fausse les enjeux.

Est-ce qu'on va demander aux salariés qui travaillent dans le secteur de l'eau de travailler deux jours, trois jours gratuitement pour pouvoir donner l'eau aux usagers ? Est-ce qu'on va continuer à mener une politique ou effectivement on donne tous les contrats à Veolia et Suez ? On s'aperçoit que beau-



coup de gens ne peuvent pas payer les factures d'eau et donc on dit que c'est la collectivité qui va payer la facture des usagers qui sont malheureusement en défaut de paiement. Sur ce point, la CGT a une position très claire : si tout le monde avait un véritable salaire décent à 1700 euros et qu'il y ait un minimum de pension à 1700 euros, déjà il n'y aurait plus de personnes en difficulté et il n'y aurait plus besoin de profiter du bien collectif pour payer les défauts de paiement.

Si on veut effectivement mettre en place la quasi gratuité de l'eau, comme l'a fait Roquevaire, il faut que ça se passe dans un véritable service public, et là, je m'adresse à tous les élus. Il y a une loi de 1926 qui empêche le véritable retour dans un service public, c'est-à-dire, avec des salariés de la fonction publique. Pour la CGT, il n'y a pas de service public sans emploi public et sans statut public. Tout le restant n'est que des services. Pour nous, il n'y a de véritables services publics que comme le gère la ville de Roquevaire.

Gabriel Amard

Gabriel Amard, maire honoraire de Viry-Châtillon, je préside une communauté d'agglomération qui a créé une régie publique depuis le 1^{er} janvier 2011 sur une partie du territoire. Je voulais revenir sur les notions du juste prix et des usages de l'eau qui ont été abordées dans l'atelier numéro 1, à travers et à partir de l'exemple de Roquevaire et, y compris parce que j'ai eu l'occasion de relayer ces questions au travers de notre propre expérience.

Nous avons abordé la question de « est-ce que l'eau doit être accessible pour tous ses usages dans les mêmes conditions ? ».

Pour les deux exemples géographiques cités, la réponse apportée a été celle de la progressivité des tarifs. L'expérience dont j'ai voulu témoigner a permis de poser la question de la différenciation en fonction des usages, entre les usages professionnels de l'eau et les usages familiaux. Si dans les usages familiaux, nous touchons du doigt des usages de confort au-delà d'un certain nombre de mètres cubes consommés, l'eau qui concourt à un chiffre d'affaires

peut-être distinguée, en tout cas en application de la loi française qui différencie les catégories d'usages. Cette loi distingue l'usage professionnel donc agricole, industriel et commercial par rapport à l'eau utilisée dans la cuisine et la salle de bain.

Je veux aussi pouvoir dire que dans la notion de juste prix, il y a peut-être à regarder ce qui est du ressort non pas du prix de l'eau, parce que l'eau est gratuite dans la nature, mais ce qui est du ressort de la potabilisation, la distribution, le stockage, de l'acheminement au domicile ou à l'utilisateur et de se demander s'il faut faire payer le coût du service. Dans notre expérience des lacs de l'Essonne, nous amenons à votre réflexion que les usages de confort, de luxe, industriels, agricoles et commerciaux peuvent supporter le coût au lieu et place des familles.

Peut-être pourrions-nous nous entendre sur le fait que si l'eau est un bien commun et, que nous devons tous y avoir droit, au même titre que nous respirons, le coût de la part indispensable pour être vivant ou en bonne santé pourrait être supporté par les autres usages que je viens de citer.

Un intervenant italien

Je viens d'Italie et plus précisément des Pouilles; je vous apporte un témoignage concernant la gestion publique de l'eau à usage agricole. Je représente quelques organismes qui s'appellent « Coopératives d'amélioration foncière » qui s'occupent, entre autres, de distribuer l'eau à usage agricole. En effet, nos fonctions concernent, dans l'ensemble, la sauvegarde de l'environnement, car nous œuvrons également en défense du sol, en défense de la nature, une activité donc très complexe et unique. Ce sont des organismes publics qui sont gérés, aujourd'hui, nous pourrions les définir comme une « démocratie participée », car ils sont orchestrés par les sujets qui utilisent l'eau. Tous les cinq ans, nous procédons à l'élection des organes qui les administrent et tout naturellement, du fait qu'ils soient directement gérés par les sujets intéressés, le contrôle sur la gestion et la distribution est très attentif.

Nous ne vendons pas l'eau, parce que l'eau appartient à tous. C'est vrai, il y a des frais, des coûts pour le fonctionnement, la maintenance des ouvrages, le personnel et ces coûts sont répartis parmi les utilisateurs, mais pas dans leur globalité car l'agriculture est l'un des secteurs qui n'est pas très riche et par conséquent le coût est dans tous les cas limité.

Dans les cas où nous distribuons l'eau, même à usage indus-

« Si on veut effectivement mettre en place la quasi gratuité de l'eau, comme l'a fait Roquevaire, il faut que ça se passe dans un véritable service public »

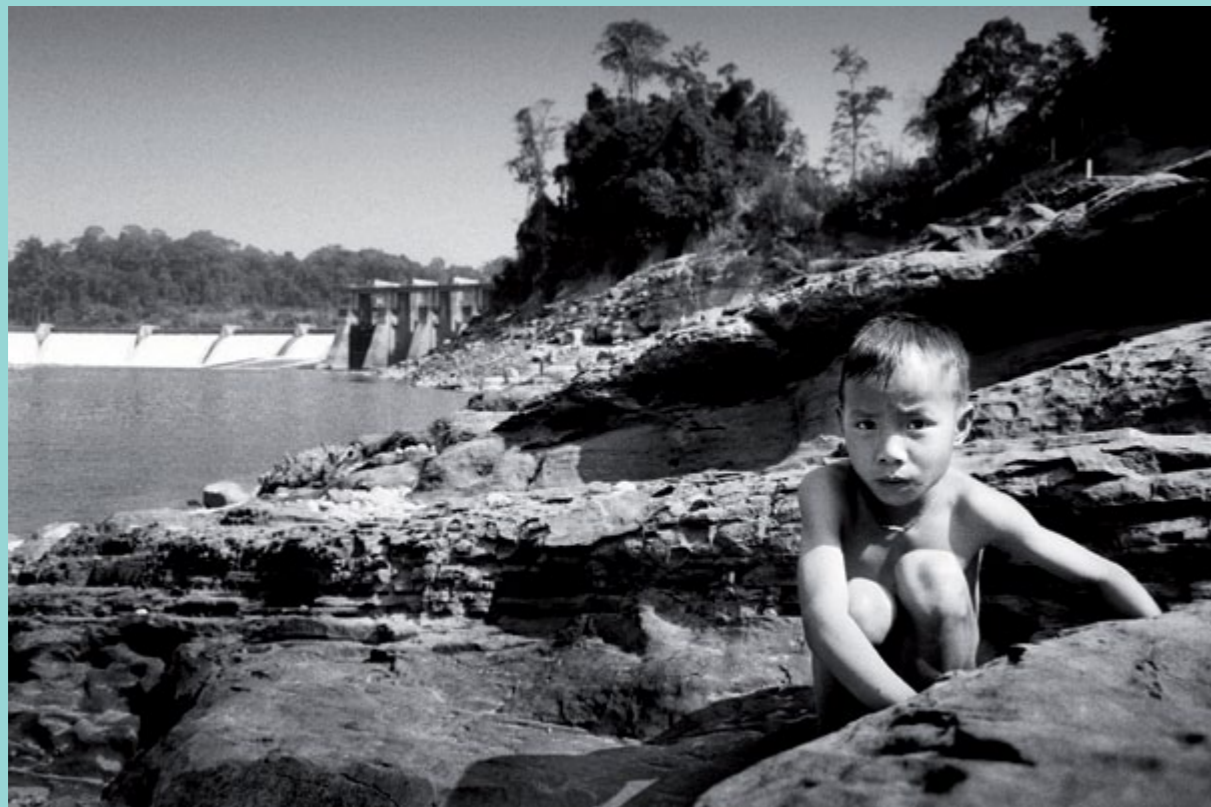
triel, le coût est légèrement plus haut.

De plus, dans les Pouilles, nous avons un autre problème; nous n'avons pas de cours d'eau, par conséquent, nous avons un problème de maintien et de conservation de l'eau, tout en en distribuant plus et dans les délais. Nous avons mis en place toute une série de mesures, comme par exemple l'irrigation; celle-ci est effectuée par des systèmes de plus en plus pointus; nous avons également le Bancomat, une carte qui est dotée d'un quantitatif selon le type de culture; quand il y a un besoin en eau supplémentaire, la carte est re-créditée, mais le coût augmente légèrement, de sorte que l'agriculteur mettra tout en œuvre pour ne pas avoir à re-créditer à nouveau la carte; dans les cas de sécheresse, la chose est encore plus réduite.

Nous avons mis en place également des ouvrages de retenue qui conduisent l'eau depuis d'autres régions mais, étant donné que nous sommes une région dépourvue d'eau, nous avons commencé à réutiliser l'eau, c'est-à-dire nous réutilisons les « eaux usées » que nous distribuons aux agriculteurs. Aujourd'hui, nous pensons également recueillir les eaux pluviales et même les eaux usées, sans creuser de trous mais en utilisant ce que nous avons à disposition, c'est-à-dire les dépressions naturelles et les carrières désaffectées.

Je considère cela comme un exemple, par conséquent je reste à votre disposition et j'invite les différents représentants des États à venir nous rencontrer pour voir ce que nous faisons.

Je vous remercie.



« Il faut réfléchir
et se replacer dans
une logique qui
ne soit pas
marchande »

Un intervenant français

Bonjour, je voulais rebondir sur la première intervention. Il me semble que l'eau est vraiment représentative du type de société que nous voulons construire quand on parle d'eau ressource ou d'eau bien commun.

Quand on parle d'eau bien commun, cela veut dire que c'est un bien commun de l'humanité, et alors, est-ce qu'on veut créer une société basée sur la rentabilité ou est-ce qu'on veut créer une société qui réponde aux besoins fondamentaux de l'homme ?

Quand on parle de l'éducation nationale on ne parle jamais en terme de rentabilité. Ça coûte ? On dépense ! C'est le budget de l'État, parce qu'on considère qu'il est indispensable d'assurer une éducation aux jeunes citoyens qui deviendront les citoyens de demain. Il me semble que pour l'eau c'est la même chose. Si l'eau est un bien indispensable à l'homme, de même que pour la santé, on ne doit pas calculer en coût, en équilibre, en rentabilité. La santé c'est un droit, l'état doit assumer ce droit. L'eau c'est un droit. Effectivement on peut définir un besoin indispensable en fonction du nombre de personnes dans un foyer pour limiter le gaspillage de l'eau mais il faut réfléchir et se replacer dans une logique qui ne soit pas marchande.

Massimo Gatti

Bonjour, je m'appelle Massimo Gatti, je suis conseiller de la Province de Milan, je suis accompagné par M. Giancarlo Peterlongo, qui fait partie de l'entité publique « Autorità d'Ambito » dudit chef-lieu. Je suis content d'avoir participé à l'assemblée de ce matin et d'avoir appris et écouté l'intervention et le rapport de Riccardo Petrella et les approfondissements de cet après-midi qui, doivent vraiment nous aider pour une bataille collective. Il y a exactement neuf mois, c'était le 13 juin 2011, 27 millions d'Italiennes et d'Italiens ont voté pour l'eau publique; nous sommes très contents et nous devons continuer la bataille mais il faut également dénoncer le fait qu'après neuf mois, nous subissons une attaque fron-

tales contre ce résultat et contre la démocratie qui est un problème, qui nous concerne tous, également parce que les gouvernements nationaux qui se sont succédé ont promulgué une normative, visant une privatisation sauvage que nous n'avons pas ici le temps de développer.

La Confindustria (confédération générale de l'industrie italienne), les industriels, les banques, la finance, leurs groupes dirigeants visent ces jours-ci à faire main basse sur le patrimoine public sans rien payer, sans payer aucun droit. L'ex-banque publique italienne qui s'appelle la Caisse des Dépôts qui est encore contrôlée par le ministère du Trésor et, qui est basée sur l'épargne postale des Italiens, ne finance pas le système hydrique même, après le référendum elle ne finance pas d'autres activités publiques mais aujourd'hui, elle obéit encore aux demandes de financement des autoroutes privées qui dévastent l'agriculture et les parcs et, s'incline devant toutes les politiques de « cimentification » totale, au lieu d'investir sur le sol en plus des tâches histo-



riques de son ressort comme la construction scolaire.

La plus importante des régions italiennes, la nôtre, la Lombardie de M. Formigoni, tandis qu'elle sombre dans la corruption et la mauvaise politique, n'hésite pas, non seulement, à ne pas tenir compte du référendum mais également, à mettre dans le dernier tiroir, sous une couche épaisse de poussière, les deux jugements de la Cour constitutionnelle, qui imposent les sociétés uniques totalement publiques et, continue ainsi, la subdivision, le saucissonnage des entreprises et la multiplication des sièges.

Malheureusement, même les grandes villes du Nord et du Centre, administrées soit par le Centre droit soit par le Centre gauche, à l'exception de Naples que nous avons entendu ce matin et, en espérant qu'il y aura des résultats concrets, sont en train de travailler pour créer une grande « Multi-utility », une grande entreprise multiservices, qui va de l'énergie à l'électricité, à l'eau, en faisant semblant de ne pas privatiser l'eau mais de fait, en réalisant un grand conteneur qui, au lieu de faire de vrais politiques industrielles et sociales, sert à reverser sur la communauté, les dettes accumulées par les

sociétés cotées en bourse.

Maintenant, et je terminerai par là, il existe un grand nombre de propositions que nous pouvons faire, nous en avons fait 9, si vous êtes intéressés, il y a ici mon intervention à « Acqua Publica Europa ». Je voudrais dire une dernière chose. Concernant les tarifs, nous proposons que les 7% que le référendum demande de baisser, soient immédiatement diminués, c'est-à-dire de 50 litres ou de la valeur de seuil qui a été convenue ; naturellement, il faut pénaliser les consommations élevées, parce qu'il n'y a aucune raison d'offrir de l'argent aux riches, afin qu'ils remplissent les piscines des villas privées et les consommations industrielles. De cette façon, les entreprises et les politiques industrielles restent équilibrées ; donc nous pouvons le faire tout de suite, mais surtout et je conclus, nous avons besoin que la Province nous réponde ; le Centre droit en Province de Milan ne répond pas. À la Région, à la mairie de Milan, le Centre gauche est trop timide et ne répond pas, lui non plus. Mais nous en avons besoin en Italie et ici en Europe, j'ai appris beaucoup de choses aujourd'hui avec les batailles



de ces dernières années et avec celles du futur. Nous avons créé un problème européen et mondial, du fait que là où 27 millions de personnes en chair et en os se sont exprimées, tout le monde se sent obligé de faire en sorte que la démocratie soit appliquée lorsque le peuple s'exprime; ceci est une bataille qui peut même devenir majoritaire. Excusez-moi d'avoir pris deux minutes supplémentaires.

Chantal Delmas

Bonjour, je suis Chantal Delmas du réseau européen Transform. J'ai assisté au premier atelier et, ce qui m'a frappée, c'est qu'il y avait les collectivités locales qui parlaient de ce qu'elles faisaient pour la gratuité de l'eau, etc. À un moment donné, un monsieur du Nigeria a expliqué qu'il n'en était pas là du tout, qu'il comprenait ce que les autres faisaient mais que lui demandait juste que déjà l'Etat prenne ses responsabilités par rapport à la question de l'eau. Donc, je me dis qu'on ne peut pas gérer l'eau de la même manière partout et, qu'en Afrique ça se pose d'une manière particulière. Je pense que si on veut créer un réseau international pour une alternative à la gestion de l'eau, ce serait important dans la déclaration finale, de poser la question de l'accapement des terres par les multinationales. C'est directement lié aux problèmes de l'eau et en Afrique, c'est majeur, on le voit dans tous les forums, il y a de grandes manifestations par rapport à ça. Donc, ça me semble important, pour avoir un caractère plus international, de mettre ce point dans la

« Tous les peuples, partout dans le monde, doivent avoir accès à l'eau en quantité et en qualité adéquates, indépendamment de leur capacité de paiement »

déclaration finale.

Pilar Esquinas

Merci beaucoup. Bonjour, je suis Pilar Esquinas. Je fais partie de la commission légale de la plateforme contre la privatisation du canal d'Isabel II. Cent soixante-dix mille personnes sont derrière moi. Je vous ai écoutés tout au long de la journée avec beaucoup de plaisir. Je crois qu'au cours de ces journées, durant cette semaine, ce sera fascinant de continuer à parler de l'eau. Il y a un moment, pendant l'atelier numéro 2, il a également été très intéressant de partager tout cela et de continuer à vous écouter. Et pour ne pas me répéter, j'aimerais simplement dire que nous sommes ici, que nous pouvons changer beaucoup de choses avec nos ordinateurs, nos téléphones, nos yeux, nos cœurs... Là, maintenant, nous sommes en train de lutter et nous savons comment le faire. Nous ne devons pas nous laisser aller. D'accord, ceux qui sont en face de nous sont très forts et c'est un lobbying d'argent très fort, mais nous savons le faire et à présent c'est le moment. Par conséquent, il y a une lettre par là qu'il faut signer. Nous disposons de beaucoup de stratégies et de nombreuses possibilités au niveau local, au niveau national et au niveau mondial. Et nous allons le faire, nous pouvons le faire. À Madrid, nous avons organisé un référendum en quelques semaines seulement. Et il existe aujourd'hui un grand doute, quant à savoir si la privatisation du canal d'Isabel II va réellement avoir lieu, et il s'agit de six millions de personnes. Nous sommes cent soixante-dix mille, mais nous faisons naître le doute quant à l'avenir de cette convention. Comme pour l'expérience de Madrid, il existe d'autres expériences dans d'autres villes et nous allons arrêter ça, parce que ça n'est pas un problème de ma ville, c'est un problème global et comme pour tout problème global, il existe des solutions globales. Alors courage

et en avant !
Luis Gobiano

Bonjour, je suis Luis Gobiano, Président de l'association espagnole de l'eau et de l'assainissement des opérateurs publics. Alors, nous avons parlé, nous avons abordé à plusieurs reprises la question des notions sociales propres à chaque commune, mais nous devons encourager davantage la collaboration public-public entre les opérateurs publics. Nous avons une responsabilité qui doit aller au-delà de notre propre commune. Nous devons le revendiquer. Personnellement, je demande que, des revendications qui apparaîtront ici, naisse la possibilité d'encourager des systèmes supra municipaux, c'est-à-dire à l'intérieur de nos propres territoires. Il existe des zones rurales qui vivent aujourd'hui des moments difficiles car la durabilité n'est pas possible en termes économiques. Leur avenir, leur garantie, pour les générations futures impliquera l'existence de projets supra municipaux pour créer cela. De plus nous, les alliances public-public, nous avons également un engagement envers d'autres pays et nous devons commencer à créer un fond de coopération d'entreprises publiques permettant la création d'entités dans d'autres pays : transfert de technologie, transfert de formation, toutes ces choses que nous pouvons encourager et que les États ne stimulent pas.

Edson Aparecido

Je me prénomme Edson. Je représente le Front national pour l'assainissement environnemental, une entité qui rassemble des entités liées au mouvement environnemental, populaire, ainsi que des gestionnaires des services d'assainissement au Brésil, ainsi que la Fédération nationale des urbanistes, une entité syndicale nationale qui représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement. Je voudrais partager ici l'opinion des travailleurs brésiliens concernant ce sujet.

Premièrement, il est important de mettre en évidence que les travailleurs brésiliens ont réussi depuis longtemps, à conjuguer la lutte pour de meilleurs salaires et conditions de travail avec la défense des intérêts de la société brésilienne concernant certains aspects. Tout d'abord, nous avons comme principe, la défense de la prestation publique des services d'assainissement. Nous sommes évidemment contre la privatisation de ces services. Actuellement, 80% de la population au Brésil est approvisionnée/servie par des entreprises

publiques d'assainissement, tandis que environ 10% de la population est approvisionnée par des entreprises municipales et locales et 10% de la population est approvisionnée par les entreprises privées, qui visent à élargir, à court terme, leur action au Brésil et, nous luttons fortement contre cela. En ce qui concerne l'accès aux services, nous préconisons/défendons que tous les peuples, tous les hommes et toutes les femmes, partout dans le monde, doivent avoir accès à l'eau en quantité et en qualité adéquates, indépendamment de leur capacité de paiement. Les États, les pouvoirs publics doivent alors envisager des façons de garantir l'accès à l'ensemble de la population.

Enfin, nous travaillons activement pour que nous puissions avancer, lors de la conférence Rio+20 qui aura lieu cette année au Brésil, vers la création d'un Conseil mondial populaire de l'eau. Nous croyons que la société civile, internationale, le mouvement environnementaliste, le mouvement syndical et les mouvements populaires ont de la force et des moyens afin de créer leur propre Conseil Mondial de l'Eau et, ne pas être à la remorque de ce Conseil qui se réunit à Marseille aujourd'hui pour défendre les intérêts privés. Nous vous invitons, donc, à rejoindre cette lutte, qui est une lutte de tous les peuples du monde en défense de l'eau et de l'assainissement pour tous. Merci beaucoup.

Victor

Je viens de l'Équateur, je suis conseiller technique de la confédération des peuples indiens de l'Équateur. Je voudrais attirer l'attention sur un débat excessivement européen ou occidental où on ne se préoccupe que de tarif, de la qualité et de certaines choses secondaires. Pour nous, l'accès n'est pas une question de droit mais de vie. En ce moment en Équateur, nous avons une marche des peuples indiens et de la société civile qui se fait depuis le sud du pays jusqu'à la capitale du 8 au 22 mars. C'est une marche pour s'opposer à la politique du gouvernement qui, a non seulement privatisé le pétrole, mais a fait des contrats pour l'exploitation des mines avec des compagnies chinoises pour pratiquement saccager nos ressources dans l'Amazonie. Le nord ouest de l'Amazonie est la zone la plus riche en biodiversité dans le monde. 1ha en Équateur a plus d'espèces d'arbres que toute l'Amérique du nord. Dans ce sens là, pour nous, l'accès est une question pratiquement complémentaire à une autre chose. Nous avons dans notre constitution établi le droit de la nature. Ça a fait sauter pas mal de juristes et de scientifiques. Penser que la nature est quelque chose de vivant c'est plus quelque chose attribué aux peuples primitifs. Nous sommes très orgueilleux de cela. L'eau ce n'est pas seulement quelque chose à consommer, ça fait partie de notre vie, et dans ce sens là,

« L'eau ce n'est pas seulement quelque chose à consommer, ça fait partie de notre vie »

si nous avons une population rurale qui n'a l'accès qu'à 60%, (80% pour l'urbain) ce n'est pas une question de prix, c'est une question d'épuisement de la ressource, parce que l'exploitation des mines, du pétrole demande énormément d'eau. Il y a une autre question qu'on a déjà évoquée ici, la question de la corruption ; l'Équateur est le premier exportateur de bananes, et les fermiers bananiers utilisent 66% de l'eau d'une façon clandestine et illégale. Nous protestons contre cela, et le gouvernement a comme réponse la criminalisation de la mobilisation sociale. En ce moment, nous avons 200 dirigeants poursuivis par le gouvernement pour s'être opposés à la privatisation de l'eau, et on parle de la construction du socialisme du XXI^e siècle...

Lisez un peu sur la situation équatorienne, nous avons appris beaucoup de choses, vous devez aussi vous inspirer un peu. Nous avons expulsé le FMI, la banque mondiale avec une mobilisation assez forte, nous sommes assez surpris maintenant que le FMI écrase la Grèce.

Ana Elisa Osorio

Bonjour, Ana Elisa Osorio, députée du Parlement latino-américain du Venezuela.

Brièvement, car je veux tout d'abord féliciter tout le monde. Cette discussion aura réellement été très riche, moi j'ai pris part à l'atelier numéro deux... nous avons parlé de privatisation, mais la privatisation ce n'est pas la genèse, c'est un symptôme. C'est un symptôme d'un problème conjoncturel et structurel du capitalisme. Je crois qu'il est important d'aller au-delà et de pouvoir, dans nos conclusions, avoir à l'esprit la question de la crise du capitalisme qui se centre en Europe et d'un capitalisme, voire un impérialisme, que nous ne pourrions qualifier de moribond mais qui est frappé, qui cherche des issues capitalistes en regardant justement dans la direction des biens de la nature. Je crois qu'il est important de comprendre qu'il existe deux forces antagonistes qui s'exercent en Europe en fonction de la privatisation de l'eau qui trouve comme réponse la résistance des citoyens mais qui doit être bien plus forte encore, beaucoup plus profonde et les mouvements qui s'exercent en Amérique latine où nous avons pris conscience, les premiers, que nous sommes le continent qui dispose le plus d'eau douce sur la planète, qui a les ressources et la biodiversité la plus vaste de la planète également et que pour cette raison nous pouvons faire l'objet d'une menace de la part des grandes transnationales en quête de biodiversité, d'eau, etc.





C'est pourquoi je pense qu'il est important de reprendre les propositions d'Evo Morales, les propositions du père Escoto du Nicaragua, concernant la question des droits de la mer, de la terre et de l'humanité. Je crois qu'au-delà de la lutte contre la privatisation, avec laquelle je suis entièrement d'accord, il convient de l'intégrer dans une approche éthique, une question éthique liée à la vie, à la survie de la planète, et en définitive au bien-être de chacun, des grandes majorités. Comme le disent les Français : égalité, fraternité et certains ajoutent gratuité ici à Aubagne ! Par conséquent, je souhaiterais réellement que nous regardions, par exemple, en Espagne, ce qu'envisageait la société, cette résistance, mais elle doit être consolidée au niveau des forces, parce qu'il semblerait effectivement, et un de nos collègues chiliens le disait, que cela nous surprend au Venezuela, au Chili, car nous sommes passés par cette privatisation qui a entraîné la misère pour des milliers d'hommes et de femmes. Pourtant, l'Europe souhaite maintenant emprunter cette voie, sans tenir compte de ce qui s'est produit en Amérique latine, en en faisant abstraction ou en se voilant la face. Il faut tout simplement et réellement ouvrir les yeux et ne pas permettre la progression effective du néolibéralisme.

Magali Giovannangeli

Je voulais juste vous donner quelques éléments sans que ce soit exhaustif, de ce que je vais essayer de porter jeudi après-midi au Forum Mondial de l'Eau. J'aurais 3 minutes pour parler d'une journée d'échanges. Je parle de ça parce que c'est très difficile de se retrouver dans une ambiance qui ne va pas être celle de nos travaux aujourd'hui en terme de réflexion, de liberté d'expression, de rupture avec une idéologie d'un système existant...donc 3 minutes ce n'est pas beaucoup. J'é mets quelques idées de ce que je pourrais porter, mais c'est vraiment du conditionnel à faire évoluer. Et comme je vais faire quelques immersions dans ce lieu ça me permettra de m'ancrer un peu mieux pour être entendue.

Je voudrais donner la force de notre présence, la passion et

l'enthousiasme, dans l'ensemble des interventions qui sont le fruit de la réflexion d'élus locaux de partout dans le monde. La question de la diversité doit donc apparaître dans ce que je vais dire. Mais si je parle de passion, c'est aussi la question des syndicalistes, des mouvements sociaux, de quelques citoyens, c'est pour qu'on se dise qu'il doit exister cette question de la sensibilité, de l'humanité qui réfléchit et produit des solutions politiques parce qu'elle y croit et qui donne en dehors de toute marchandisation de la vie et de l'eau des choses fort intéressantes qu'il faut que le FME entende. Cela veut donc dire aborder le fait qu'il existe des expériences de gratuité dans le monde, des expériences positives, qui permettent de se dire que dans la diversité des réalités, ça existe et c'est possible.

Autre point, il est fondamental de travailler avec les peuples et leurs diversités, et les réalités. J'ai été marquée par l'intervention de nos amis africains, et notamment du village (Koneguela au Mali) avec lequel nous travaillons depuis quelques années, qui disaient qu'il ne faut plus que les Africains soient considérés comme ceux qui tendent la main pour avoir de l'aide ! C'est fondamental et quand on est au FME on sait très bien que la question est une fois de plus, d'aller les mettre dans une situation de dépendance. Donc la présence des peuples et la capacité des gens qui vivent dans les pays à trouver des solutions eux-mêmes, je trouve que c'est une dimension essentielle ! Ça passe par des mouvements de citoyens comme la marche en Équateur, par les syndicats, les mouvements sociaux qui permettent au niveau des villes de construire, dans l'espace de la cité, des politiques fortes. Il est

« Les alternatives que nous portons ont la capacité à devenir majoritaires »

donc important de revendiquer la place des villes et des pouvoirs locaux comme des éléments constitutifs de réponses politiques et positives qui peuvent continuer à grandir dans le monde et qu'il faut qu'on entende au sein de ce FME.

Je dirais quand même, qu'il est apparu depuis les pouvoirs locaux, que la question de la mise en pratique dans les constitutions de cette question-là est essentielle. Tout cela est lié aux pouvoirs locaux, aux démocraties, aux peuples, on ne peut pas se contenter d'une déclaration de l'ONU qui proclame le bien commun de l'humanité, il faut le transformer politiquement.

Jean Claude Oliva

Bonjour, je suis président de la coordination Île-de-France, et je suis un des organisateurs du FAME qui ouvre ses portes demain au Dock des Suds à Marseille. Si nous organisons ce forum, c'est que nous pensons qu'il n'y a pas grand chose à attendre du FME tel qu'il est aujourd'hui. La faible participation prouve que nous ne sommes pas les seuls à penser

cela. Paradoxalement, il y a quelques jours, M. Flageolet qui est le commissaire du gouvernement chargé de l'organisation du FME disait à propos de la déclaration ministérielle qui doit être adoptée aujourd'hui au FME, que c'est un accord à minima sur des engagements à minima.

Nous pensons que la question de l'accès à l'eau dans le monde a besoin de beaucoup plus que ça. Il disait encore que la déclaration ministérielle ce n'était pas l'essentiel, que la véritable innovation c'est qu'elle s'accompagne d'une contribution des autorités locales. Ils nous ont déjà fait le coup à Istanbul, ils ont refusé de voter la reconnaissance du droit à l'eau et il y a eu le pacte d'Istanbul des autorités locales qui lui reconnaissait le droit à l'eau. Donc, déjà, ils se défaussaient sur les autorités locales ! Là, ils s'apprentent à faire le même coup. Je ne résiste pas au plaisir de vous lire un extrait de

la déclaration ministérielle qui va être adoptée aujourd'hui. Il y a tout un chapitre qui est consacré à contribuer au développement économique, l'économie verte, l'eau pour la sécurité alimentaire, l'eau et l'énergie. Là-dedans, il s'agit d'établir des cadres pour maximiser les bénéfiques et les synergies dans ces secteurs. Il s'agit encore de favoriser le passage à une plus grande échelle des expériences réussies et des PPP. Il s'agit encore du besoin de recouvrement des coûts durables et efficaces, de mécanismes de financements innovants et ciblés sur les pauvres tels que le paiement pour les services éco-systémiques. Cela va bien au-delà de l'eau et de l'investissement privé.

Donc voilà, en voyant tout ça on se dit que vraiment il y a besoin d'un FAME, et je crois que le forum qui s'ouvre demain soulève beaucoup d'attentes et d'espoirs. Nous attendons des milliers de participants. Nous allons faire jeu égal avec le FME avec, je dirais, 30 fois moins de moyens financiers pour le construire mais sans doute beaucoup plus de conviction. Il y aura dans ce FAME plus de 250 intervenants d'une cinquantaine de pays. Dès demain, il y aura une grande soirée d'ouverture avec Maude Barlowe, Catarina de Albuquerque, qui est la personne qui à l'ONU, justement, a fait avancer ces questions du droit à l'eau, avec Oscar de Oliveira que vous avez accueilli ici je crois. Donc, ça va être un moment fort.

Il y aura deux journées d'ateliers jeudi et vendredi avec au total une cinquantaine d'ateliers autour de 10 axes thématiques comme la question du droit à l'eau, de l'accès à l'eau, de l'eau et des femmes, de l'eau et de l'énergie, de l'agricul-

ture et de l'alimentation, etc. Nous aurons aussi quelques grandes assemblées plénières sur les questions de l'application du droit à l'eau, sur la question de l'économie verte et de Rio +20, sur la question de l'eau et des femmes. Samedi, nous allons terminer sur l'avenir de ce mouvement, pour la construction de ce mouvement international que nous souhaitons, nous, mouvements sociaux, le plus construit, le plus organisé possible. Nous voulons passer une étape notamment au niveau français mais aussi au niveau européen, dans la construction d'un mouvement qui soit plus cohérent, plus fort qu'aujourd'hui et nous allons terminer par une manifestation samedi dans les rues de Marseille.

Trois grands messages vont passer à travers ce FAME :

Le premier c'est la nouvelle étape du droit à l'eau. Nous voulons que ce droit à l'eau qui a été reconnu par l'ONU grâce aux mouvements, grâce aux luttes, nous voulons que ce droit à l'eau descende dans toutes les constitutions nationales, au niveau des régions, au niveau des collectivités locales et qu'il soit mis en application. C'est notre cheval de bataille.

Le second grand champ de travail est la question de la démocratie. Il est vraiment en train de se passer quelque chose dans le monde autour de la question de l'eau et de la démocratie. Il y a eu le référendum en Italie, il y a eu des référendums locaux dans un certain nombre de villes d'Allemagne, il y a eu, il y a quelques jours, une votation citoyenne à Madrid qui a eu un succès considérable. Donc, il y a vraiment quelque chose qui doit nous interroger, il y a une véritable révolution démocratique qui est en train de prendre naissance sur cette question de l'eau.

Le troisième grand axe est la question de la transition vers un autre modèle de développement qui est posé notamment sur les questions de l'énergie, de l'agriculture et que nous allons creuser. Notre forum, c'est un moment de basculement, c'est un moment où les alternatives que nous portons ont la capacité de devenir majoritaires. Nous voulons donc mieux les faire entendre. Nous vous donnons rendez-vous tous ces jours-ci au FAME.



17h30

Zoom sur de nouveaux challenges à relever à travers la présentation de grands rendez-vous internationaux

Déclaration de la rencontre d'Aubagne : Christine BOURCET (France), adjointe au maire de Nanterre

Rio +20 : Jussara CONY (Brésil), secrétaire d'Etat de Rio Grande do Sul

Initiative citoyenne européenne : Valentina ZUCCHER (Italie), conseillère municipale de Povegliano Veronese

Rencontre européenne sur les droits de l'homme : Tonio Aniesa (France), membre du cabinet du président de la communauté d'agglomération de Plaine commune

Africités : Moustapha KA (Sénégal), ancien ministre, maire de Passy

Rencontre mondiale du Falp : Jairo George DA SILVA (Brésil), maire de Canoas

David Chioussé, animateur

Merci.

Avant de continuer l'agenda sur les mois à venir, je demande à Christine Bourcet, adjointe au maire de Nanterre, de me rejoindre. Elle va lire la déclaration qui sera faite à la fin de cette journée de travail, issue du document distribué ce matin, et qui a pris en compte l'ensemble des commentaires, des ajouts que les participants ont pu faire dans l'après-midi.

Christine Bourcet

Sur notre planète bleue, aujourd'hui majoritairement urbaine, droit à l'eau, droit à la ville et droit de la nature sont intimement liés. Il n'y a pas de droit à la ville et de droit à la vie sans un accès démocratique pour toutes et tous à l'eau potable et à l'assainissement. C'est un enjeu vital de santé publique, de vivre ensemble, d'inclusion sociale pour garantir des espaces métropolitains durables, l'avenir de notre planète et des générations futures. C'est à tous ces titres que l'eau est un bien commun précieux, un droit humain, qui doit être placé sous contrôle démocratique et citoyen, contrôle à pro-

pos duquel, les pouvoir locaux placés au cœur de ce rapport entre droit à l'eau et droit à la ville peuvent et doivent jouer un rôle important.

Les défis à relever sont immenses, respectivement 1,5 milliard et 2,5 milliards d'être humains notamment dans les grandes aires métropolitaines n'ont toujours pas accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les autorités locales sont par définition, dans un rapport de proximité à cette urgence sociale et sanitaire. Si nous nous félicitons que depuis Istanbul, l'ONU ait reconnu l'accès à l'eau comme un droit, cela appelle une mobilisation générale des États, notamment des plus riches et, des institutions financières sans aucune autre logique que de rendre ce droit fondamental effectif. Nous considérons, par exemple, qu'une part des colossales dépenses d'armement effectuées chaque année dans le monde par les États, pourrait être redirigée et consacrée au respect de la vie que représente l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les villes.

Pour nous, le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les villes ne peut faire l'objet d'aucun marchandage, d'aucune

appropriation faisant échapper ce service d'intérêt général à la maîtrise publique, citoyenne et démocratique.

Nous refusons que les villes et leurs citoyens et citoyennes soient considérés comme des marchés pour la distribution et la récupération des eaux. Dans la circulation et l'utilisation de l'eau, monde urbain et monde rural sont plus que jamais interdépendants. Par effet de contamination, leurs pollutions respectives s'alimentent avec de terribles conséquences sur les écosystèmes, sur la vie, la santé et finalement sur l'état général de notre planète.

En tant qu'autorités locales, nous souhaitons expérimenter la mise en œuvre de nouvelles relations permettant la promotion d'une agriculture et d'espaces urbains plus économes en eau, préservant sa qualité et son accès pour toutes et tous. L'eau, les rivières et les fleuves doivent reconquérir toute leur place dans la ville. Nous œuvrons pour l'aménagement, l'urbanisme, la gestion des eaux usées et pluviales, le transport fluvial afin de construire une culture commune de l'eau contribuant à la qualité du vivre ensemble dans la ville. C'est dans le même esprit que nous refusons que l'exploration

« Sur notre planète bleue, aujourd'hui majoritairement urbaine, droit à l'eau, droit à la ville et droit de la nature sont intimement liés »

ger et à économiser ce bien commun de l'humanité. Le droit à la ville se renforce dans le droit à une eau de qualité pour toutes et tous.

David Chiousse, animateur

Merci beaucoup pour cette lecture, pour ce texte qui ouvre des pistes de réflexions pour les semaines à venir.

Les semaines à venir on va en parler tout de suite d'ailleurs avec l'agenda international.

On va essayer rapidement d'évoquer les rendez-vous à venir pour voir comment cette question de l'eau peut être présente dans les semaines et les mois à venir.

On va demander à Madame Jussara Cony, Secrétaire d'État du Rio Grande do Sul au Brésil, de venir nous parler de Rio+20 et de voir comment faire émerger l'alternative au cœur de quelque chose qui paraît très institutionnel.

Jussara Cony

Tout d'abord, je voudrais vous remercier au nom du gouvernement de l'État de Rio Grande do Sul. Je suis Secrétaire pour l'Environnement de l'État de Rio Grande do Sul, avec un gouvernement élu de coalition du noyau de gauche, PT et PC du BIPSB, avec une amplitude nécessaire pour placer l'État de Rio Grande do Sul en phase avec le projet de développement économique, social, avec de la durabilité environnementale en cours au Brésil. Cette participation du gouvernement de Rio Grande do Sul dans cette rencontre est faite, à travers, la participation du Secrétaire au Logement et à l'Assainissement, Marcelo Frison, ainsi que ma participation. Il y a aussi deux composantes importantes de la CORSAN – Companhia Riograndense de Água, une entreprise publique, ainsi que de la FEPAN, la Fondation Publique de Protection de l'Environnement, elle aussi une entité publique. Elle a été créée pendant le Forum Social Thématique, en janvier 2012 à Porto Alegre.

Je veux tout d'abord vous remercier pour cette invitation, au nom de notre gouvernement et remercier l'accueil fait par cette ville, ses dirigeants, sa population et les possibilités de cette convivialité importante entre tous ici à Aubagne. Le monde veut un autre monde, c'est possible et, plus que possible, c'est un impératif historique.

La participation aujourd'hui de notre gouvernement de Rio Grande do Sul est liée à la voie que nous cherchons, maintenant en phase avec le Brésil dans la conquête d'un nouveau type de développement, dans une société qui doit chercher

et l'exploitation des gaz et pétrole de schiste privatisent et détruisent les nappes phréatiques.

Cette mobilisation pour le droit à l'eau, à la ville et les droits de la nature doit s'intégrer aux recherches et à la mise en œuvre des Agendas 21 locaux pour le développement durable, comme à la nécessaire transition énergétique du monde urbain, pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique causé par les énergies fossiles.

En tant qu'autorités locales, nous sommes convaincus que le droit à la ville, le droit à des aires métropolitaines solidaires et durables appelle à considérer l'eau comme un bien commun. Le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement relevant de l'intérêt général ne saurait être négociable. Cela implique une nouvelle culture de l'eau, dans laquelle nous souhaitons prendre toute notre part, en favorisant la citoyenneté, la responsabilisation individuelle et collective. Nous relayons à ce titre les exigences formulées par de nombreux citoyennes et citoyens afin que les Nations unies initient un processus multilatéral, transparent et ouvert à la société civile mondiale sur le droit à l'eau et à l'assainissement. Nous nous engageons à travers nos différents réseaux à partager et diffuser les pratiques vertueuses qui vont dans ce sens, notamment celles qui s'inscrivent dans des logiques de gratuité ou de tarification à très bas coûts pour les familles modestes, celles qui s'opposent à la marchandisation de l'eau et promeuvent sa réappropriation sociale et démocratique, celles qui favorisent l'éducation au développement pour apprendre à proté-



« L'échange d'expériences novatrices et réussies relatif à l'utilisation durable de l'eau doit être stimulé dans la conférence des Nations unies à Rio »

de nouvelles articulations économiques, sociales, environnementales et où les politiques environnementales doivent être absorbées et consolidées comme structurantes pour le projet de développement par les gestionnaires, par la population et par les entrepreneurs. Nous allons, naturellement, faire cela par étape. Nous sommes, au Brésil, dans un processus important de développement. On dit que nous deviendrons la cinquième économie mondiale. Je crois tout particulièrement que, s'il en est ainsi, cela ne pourra être à n'importe quel prix. Cette biodiversité est la plus grande biodiversité dans le monde et cela ne pourra pas être fait pour opprimer d'autres peuples. Nous pensons qu'il faut toujours repenser les stratégies dans un autre concept de développement qui répond aux besoins actuels, mais qui permet un engagement plus important des générations futures dans la satisfaction de leurs propres besoins.

Si nous pensons à la planification relative de l'eau au Brésil, il s'agit d'une étape de planification stratégique pour son application intégrée aux autres politiques structurantes, comme la politique des déchets solides et la politique de biodiversité et des forêts. Si on y pense, j'ai bien aimé écouter les compagnons travailleurs qui représentent ces secteurs. Si nous pensons alors à la politique de la planification relative à l'eau au Brésil, je dirais que nous pensons à notre planification relative à l'eau pour les usages, l'eau comme un bien public, comme un bien social et

pas comme un bien commercial. Ceci est la position du Brésil. Et lorsqu'on comprend l'eau dans ses usages et valeurs multiples, ce sont ces usages et valeurs multiples qui garantiront ce bien public à toute notre planète. Quels sont ces usages et ces valeurs ? Il ne s'agit pas uniquement de la valeur sociale et économique, c'est aussi la valeur culturelle de nos cultures, la valeur spirituelle des cultures du monde et la valeur environnementale. Parce que les civilisations naissent au bord de nos fleuves et, elles peuvent y mourir s'il y a une perturbation avec la vie dans toute sa plénitude. Elles y naissent et elles peuvent y mourir. C'est dans ces conditions que le Brésil sera le siège de la conférence Rio+20. Avec son siège au Brésil, la conférence Rio+20 provoque une grande expectative nationale et internationale. Une expectative internationale à cause de la crise du capitalisme, aujourd'hui très réelle. Quelle est l'issue pour ce mode de production ? Une expectative nationale, parce que nous sommes dans un projet de développement national avec de la durabilité, nous accueillons la conférence EAC92 et nous avons maintenant une responsabilité énorme vis à vis des autres peuples du monde. Je crois que ce sera une possibilité, une opportunité de mobilisation politique nécessaire à l'approfondissement du débat et aussi de voir quelle est l'issue de la crise internationale, compte tenu de la complexité de la crise et de ses aspects financiers, économiques, sociaux et environnementaux. Nous avons quatre principaux résultats que nous voulons atteindre au sein de la nation brésilienne. Ces résultats ne sont pas nécessairement ceux des autres nations. Nous vous informons de ceci : le document brésilien est presque disponible. Lorsqu'il sera disponible nous l'enverrons à tout le monde, à travers l'organisation.

Alors, les principaux résultats, l'intégration définitive de l'éradication de la pauvreté dans notre pays comme élément pour la concrétisation du développement durable. Le développement durable ou la durabilité pour le développement ne peut pas être réalisé sans éradiquer la pauvreté, en établissant ainsi sa dimension humaine. Il faut mettre en évidence la dimension humaine dans le développement, parce qu'elle

est l'élément fondateur pour le développement d'une nation. C'est la qualité de vie de son peuple.

Deuxième point : la pleine considération du concept de développement durable. De quoi s'agit-il, dans la prise de décisions des acteurs des piliers économiques, sociaux et environnementaux ? Nous devons trouver, le Brésil devra trouver, une synergie plus grande, une coordination et une intégration entre les trois dimensions du développement durable pour surmonter la prépondérance des visions sectorielles. [Au Brésil, on dit, dans ma région, les « gaúchos » disent « Se olha para el próprio umbigo »]. Nous ne voulons pas cela, nous voulons regarder le monde entier. Le renforcement. Voici le troisième point du multilatéralisme avec un message clair d'adéquation des structures des Nations Unies et des autres institutions internationales au développement durable. Nous n'allons pas payer l'addition. Les pays qui possèdent la biodiversité auxquels on a refusé les technologies, dont certaines ne nous servent pas, car nous devons chercher aussi nos technologies, notre souveraineté à travers notre développement de la science et technologie, et nous en avons la capacité.

Enfin, la reconnaissance du réaménagement international en cours, et de la transformation du palier des pays, avec leurs réflexes dans la structure et la gouvernance locale. Pour cela, en ce qui concerne l'eau, le document brésilien – je dois demander la permission à la ministre et au Président – démontre que la conférence Rio+20 se présente comme une opportunité exceptionnelle pour stimuler le débat international relatif à l'utilisation durable de l'eau. Je crois que nous devons tirer un grand profit de la conférence Rio+20. Il s'agit d'un processus d'organisation pour la conférence Rio+20, ainsi que le développement de mécanismes possibles de coordination de l'accomplissement des décisions et des programmes de suivi en cours, dans le cadre international. De plus, l'échange d'expériences novatrices, comme nous le faisons ici, et réussies relatif à l'utilisation durable de l'eau, tout en tenant compte des trois piliers du développement, doit être stimulé dans la conférence, ainsi que le principe selon lequel l'eau est un bien public et ses utilisations sont multiples. À Rio Grande do Sul, nous avons inscrit l'État de Rio Grande do Sul sous la coordination du





Cabinet du Gouverneur de ce secrétariat, le Secrétariat à l'Environnement et du Secrétariat de l'Aménagement et Gestion, parce qu'on y développe un aspect important des cinq points. Je termine en ajoutant que nous allons mettre en place la conférence Rio+20, en tant qu'État de Rio Grande do Sul, en articulation avec la société, le Conseil de développement économique et social et les différents mouvements environnementalistes ainsi que les mouvements communautaires et syndicaux. Quels sont les cinq points du projet du Brésil, de Rio Grande do Sul ?

N°1 : un projet de Développement économique et social avec de la durabilité environnementale et de la souveraineté nationale. Nous ajoutons la question de la souveraineté nationale dans cette discussion.

N°2 : une gouvernance et un système de participation citoyenne. Nous avons une bonne expérience qui est approfondie dans l'État de Rio Grande do Sul.

N°3 : un système de développement économique pour le compte de notre développement économique, de nos systèmes locaux de production.

N°4 : un programme de Création de revenus et de lutte contre les inégalités régionales et éradication de la pauvreté.

N°5 : un programme de conservation et de préservation environnementale, en intégrant les trois grandes politiques structurantes : une politique de déchets solides, une politique de ressources hydriques et une politique de la biodiversité et des forêts. Enfin, une infrastructure pour le développement durable. Pendant une année de gouvernement, nous avons

déjà trois infrastructures importantes : un zonage écologique et économique, un système intégré de régularisation environnementale et un système de suivi et d'alerte relatif aux désastres.

Notre gouvernement va procéder au lancement d'un débat à la Maison du Gouvernement avec le gouverneur, son secrétariat, la société organisatrice, l'université et des spécialistes de ce sujet qui se trouvent non seulement dans les universités, mais également dans les mouvements sociaux et dans les communautés. C'est ce que je voulais vous présenter rapidement. Nous sommes en articulation avec la dynamique de notre pays, mais Rio Grande do Sul va participer à la conférence Rio+20 avec le Brésil tout en présentant aussi ses expériences du point de vue de la participation populaire. Cela au nom du Gouvernement de Rio Grande do Sul. En vous remerciant pour votre patience et surtout de l'accueil que nous avons eu dans cette ville et dans ce pays.

David Chiousse, animateur

Merci.

On va demander à Valentina Zuccher de venir nous parler d'une initiative citoyenne européenne dans les mois à venir.

Valentina Zuccher

[Répond à la question de l'animateur lui demandant si effectivement elle est la plus jeune adjointe au maire d'Italie].

Je ne sais pas et pour tout dire, cela n'a pas d'importance; j'espère qu'il y a beaucoup de jeunes qui s'engagent en politique. Je vous adresse le bonjour de notre maire; avec moi, il y a une autre conseillère municipale déléguée aux services sociaux et à la culture; moi je m'occupe de la culture,

de l'environnement et de l'agriculture. Notre commune est depuis longtemps engagée sur le problème de l'eau, en effet, elle a soutenu la loi d'initiative populaire de publicisation du service hydrique, et elle a également un projet important de valorisation et d'aménagement de nos 38 sources d'eau qui s'appelle « Remontées d'eau souterraine ». Nous nous rencontrons souvent avec les autres organismes locaux, associations et comités auprès de ce que nous avons appelé « le monastère des biens communs »

et nous sommes en train de préparer quelques initiatives afin de ramener l'attention sur la question de l'eau. L'une de nos idées est celle d'organiser quelques auditions auprès du conseil régional pour demander si les conseillers régionaux savent que 2013 est l'année internationale de l'eau, et pour demander s'ils ont l'intention de légiférer, étant donné que cela est de leur ressort sur la base de ce que les citoyens ont choisi grâce au référendum. Avec la collaboration de l'Institut sur les recherches européennes sur les politiques de l'eau, nous avons préparé ce projet qui partira en mars 2013 et qui consiste à recueillir des signatures afin de modifier la directive-cadre européenne sur l'eau, c'est-à-dire la n° 60 de 2000, sur trois points en particulier.

Le premier point consiste à changer le concept que l'eau n'est pas une marchandise comme les autres, car c'est cela que dit la directive, que l'eau est une marchandise comme les autres; au contraire nous disons que l'eau doit être un droit et un bien patrimoine de l'humanité.

L'autre point à modifier est celui de supprimer la rémunération du capital investi sur les tarifs, que nous avons supprimée grâce au référendum en Italie, et d'introduire les tarifs échelonnés, donc 50 litres gratuits, qui sont ceux nécessaires pour vivre, et ensuite échelonnement en fonction des consommations jusqu'à atteindre une consommation limite au-dessus de laquelle celle-ci est interdite, afin de respecter l'eau et les générations futures.

Un autre point est celui de la participation. Nous ne devons pas nous limiter à informer les citoyens comme cela est prévu par la directive, mais nous devons prévoir la partici-

« Nous devons prévoir la participation concrète et effective des citoyens sur la politique de l'eau au niveau européen »



patation concrète et effective des citoyens sur la politique des eaux au niveau européen.

Je vous demande par conséquent de participer, dans vos territoires respectifs, à recueillir les signatures, à partir du mois de mars 2013 et, l'objectif est celui d'un million de signatures. Cela démontrera une fois de plus, que les personnes sont sensibles à ce sujet et qu'elles nous accompagnent et qu'il y a vraiment une rupture entre les citoyens et le pouvoir politique. Merci et bonne soirée.

David Chiousse, animateur

Je vais demander à Tonio Aniesa de nous parler de la rencontre européenne sur les droits de l'homme dans la ville en tant que collaborateur au président de la Communauté d'agglomération de Plaine Commune.

Tonio Aniesa

Bonsoir, je voudrais excuser Patrick Braouezec, président de Plaine Commune qui n'a pas pu venir et excuser sa directrice de cabinet qui devait parler mais qui a dû partir pour des raisons personnelles plutôt tôt que prévu.

Donc les 10 et 12 décembre prochain, à Saint-Denis, et en collaboration avec la communauté d'agglomération, on accueille la huitième conférence de la charte européenne des droits de l'homme dans la ville. Cet événement est à l'initiative des signataires de la charte, c'est plus de 350 villes européennes mais aussi à l'initiative des réseaux comme la Commission inclusion sociale, démocratie participative de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), la commission ville de périphéries, le forum local de périphérie pour des métropoles solidaires, etc.

En décembre dernier, le conseil mondial des CGLU a adopté la charte agenda des droits de l'homme dans la ville, où la question de l'eau est incluse dans la charte. C'est un pas important et aujourd'hui il y a besoin de continuer le débat, de faire un point car la charte a été signée en 2000 à Saint-Denis, de voir comment on continue à avancer avec cette question, mais aussi d'élargir ce débat au plan mondial.

Il y a plein de villes au plan mondial qui sont en train de travailler sur cette question, je pense à nos amis brésiliens, mais en Corée du Sud, à Montréal, il y a plein de gens.

Toutes ces initiatives convergeront les 10 et 12 décembre à Saint-Denis pour un deuxième souffle, car il y a aujourd'hui encore cette question du droit à la ville, des droits de l'homme dans la ville. On a besoin de continuer à pousser le débat et à faire en sorte que du point de départ des déclarations on en arrive au concret. C'est un peu l'objectif qu'on est en train de se donner dans cette construction de charte, donc ça va être la construction d'une conférence, la plus participative possible, par les réseaux qui vous ont amenés à être ici.

David Chioussé, animateur

Merci.

On va demander à Moustapha Ka de nous rejoindre, il est maire de Passy (Sénégal) et ancien ministre de la Culture du Sénégal, pour parler d'une initiative qui doit se tenir à la fin 2012 qui est Africités.

Moustapha Ka

Je voudrais vous inviter à la rencontre Africités qui aura lieu à Dakar du 4 au 8 décembre 2012. C'est la 6^e édition de ce sommet des élus locaux. La première édition a été organisée en 1997 à Abidjan, la deuxième en 2000 en Namibie, la troisième à Yaoundé en 2003, la 4^e à Nairobi en 2006 et la dernière à Marrakech en 2009. Il y a 3 activités que l'on retrouve dans

« Dans nos sociétés, nous avons accepté que la femme africaine se réveille à 4h du matin pour faire 10 ou 20 km pour chercher de l'eau »

ces sommets. La session thématique où les élus locaux discutent des questions thématiques, la coopération décentralisée, la fiscalité locale, etc.

Il y a les sessions politiques. Puisque les élus locaux sont des hommes politiques il faut qu'ils se parlent entre eux, qu'ils parlent avec les partenaires institutionnels, avec les autorités gouvernementales sur les stratégies concernant la coopération décentralisée. La troisième est une exposition, city-expo, qui permet aux hommes d'affaires et aux collectivités locales de se rendre visibles, de se faire connaître et de vendre leurs produits.

Quelle est l'innovation ? Africités 2012 a pour thème majeur : Construire l'Afrique à partir des territoires.

Construire l'Afrique à partir des territoires, Quelle ambition ? Quelles visions ?

On rompt avec les modèles classiques de développement. L'Afrique refuse de se faire construire à partir de Washington... Washington c'est la banque mondiale, c'est le fonds monétaire. Refus de se faire construire à partir de Paris, à partir de Londres ou de New York. L'Afrique refuse surtout de se faire construire à partir des capitales comme Abidjan, parce que ce sont des technocrates qui dessinent des plans de développement qui ne sont pas en adéquation avec les besoins essentiels.

Construire l'Afrique, c'est revenir aux sources, revenir aux collectivités de base qui sont assumées par les élus. C'est donc donner la parole et l'initiative aux populations, donner le pouvoir de décision aux populations, le pouvoir d'exécution aux populations, le pouvoir de contrôle, c'est promouvoir la gouvernance locale et c'est extrêmement important. Promouvoir la gouvernance locale c'est prendre en charge les besoins fondamentaux des populations. Je cite une anecdote. Il m'est arrivé il y a une trentaine d'années de solliciter le suffrage comme député de ma circonscription : je vois des jeunes filles ramer dans des pirogues. Je leurs dis mais qu'est ce qu'il se passe ? Elles me disent qu'il faut qu'on les réveille à 4h du matin pour aller chercher de l'eau à 3 heures de pirogues avant d'aller en classe. C'est leur mère qui leur demande

d'aller chercher l'eau pour la cuisine. Quand elles reviennent à 10 heures chez elles, elles sont épuisées, donc, soit elles ne vont pas en classe et si elles y vont, elles n'arrivent pas à travailler. La solution est que nous avons créé un forage dans les villages. Les enfants ont donc cessé d'aller chercher de l'eau ailleurs. La qualité de la scolarisation a été accrue, le taux de scolarisation des filles a été accru. Notre rapport à l'eau est le reflet des rapports sociaux. Dans nos sociétés, nous avons accepté que la femme africaine se réveille à 4h du matin pour faire 10 ou 20 km pour chercher de l'eau. C'est impensable en Europe, et pourtant on l'a fait, il y a des inégalités sociales. Il faut qu'on puisse régler le problème de l'eau en créant une nouvelle gouvernance de l'eau.

Il y a les problèmes d'éducation. 40% de la population africaine a accès à l'enseignement, 60% n'y a pas accès. Comment promouvoir la ville, si 60% de la population ne sait pas lire, il y a là un problème ! Le problème de la santé, 2 millions de sidéens, 300 000 femmes meurent en couche, les 2/3 se trouvent en Afrique subsaharienne, c'est un scandale, et pourtant nous acceptons cela. L'accès au logement, la reconnaissance de l'identité culturelle, le territoire doit être un terroir, là où doivent fleurir les richesses culturelles. Construire l'Afrique, c'est permettre aux terroirs, aux territoires d'exprimer leur culture. Je crois que cela est extrêmement important. C'est également opérer de nouveaux découpages administratifs. Les collectivités locales doivent pouvoir redessiner la carte géopolitique, même à l'intérieur du pays.

Mais également construire l'Afrique, à partir des collectivités locales, c'est faire l'évaluation de la décentralisation. La grande révolution c'est la décentralisation, on a créé des régions, des villes, etc. On a dit aux maires, prenez en charge les questions de développement, l'État s'est complètement défaussé, il nous a transféré les problèmes. Les problèmes de l'école qui est perturbée par des grèves. Il y a des pays où les étudiants ne sont pas allés en cours depuis deux ans ! Chez moi, les lycéens n'ont pas eu de cours depuis la rentrée, car il y a des grèves. Ce sont les élus locaux qui gèrent ces problèmes.

Il y a également le problème de la santé...



Alors mes chers amis, l'Africités c'est comme une auberge espagnole, on y amène ce qu'on veut, et nous, nous devons amener notre touche personnelle en insistant sur le social, l'humain. En insistant sur un nombre de problèmes, l'éducation, la santé, le logement, la qualité de la ville, l'eau.... Il faut qu'au niveau d'Africités notre forum puisse initier la charte de la ville africaine, je crois que c'est extrêmement important. Chers amis je pense qu'Africités 2012-Dakar est une rupture par rapport à ce qui se faisait. Je pense que permettre maintenant à l'Afrique en devenir de s'exprimer est important. Je le disais, avant l'Afrique traditionnelle était l'Afrique des villages, maintenant l'Afrique en devenir c'est l'Afrique des collectivités locales. Merci.

David Chioussé, animateur

Merci.

Dernière initiative dont on voulait annoncer la tenue et qui a un lien avec les rencontres d'aujourd'hui, c'est le Forum des autorités locales des villes de périphérie (FALP), et c'est Jairo da Silva, maire de Canoas au Brésil, qui va venir nous en parler.

Jairo da Silva

Je voudrais, au nom de Magali, saluer tous ceux qui nous ont si bien accueillis. Je suis le maire de la ville de Canoas, qui se trouve à Rio Grande do Sul. C'est une ville d'ouvriers, une ville industrielle.

Magali a parlé ce matin d'audace. L'audace est, en vérité, l'élan de l'âme qui nous mène à des actions extraordinaires. L'audace signifie deux qualités : le courage et l'innovation. C'est avec du courage et de l'innovation que nous devons, oui, avoir de l'audace, pour confronter ce monde en crise. Nous vivons actuellement dans un monde en crise, qui est paradigmatique. Il s'agit d'une crise de modèles et il est important que nous réalisions ce débat. Parce que la crise de ce monde et ce monde en crise amènent actuellement certains à considérer qu'il n'y a pas de possibilité de transformation de ce système capitaliste. Mais il est vrai, oui, que ce système peut se transformer. Et l'expression même d'économie verte est déjà une tentative et un pari dans la marchandisation de la nature, la transformation de la nature en « commodity », afin d'y chercher une nouvelle source d'accumulation et de victoire sur cette même crise. Nous vivons donc actuellement cette impasse et ce monde en transformation, ce monde dans lequel nous vivons a, selon moi, trois caractéristiques perverses : je vais ajouter cet apport avant de parler rapidement du sujet du FALP. Nous vivons actuellement trois caractéristiques perverses : la fragmentation – c'est-à-dire, nous vivons un individualisme exacerbé, le narcissisme qui existe actuellement – comme l'a justement souligné Petrella, dans notre programmation. Il y a un processus de désacralisation de la vie, il y a une banalisation de la vie, qui est, en vérité, le fruit de cette fragmentation, et cette fragmentation est elle-même, en dernière analyse, une marchandisation de la vie, des sentiments et des ressources naturelles. Le deuxième élément que nous vivons actuellement est la fluidité, c'est-à-dire l'accumulation par le marché des actions. Elle se fait, donc, par ce qui est intangible. Cela est aussi une transformation et une caractéris-

tique perverse. La troisième caractéristique perverse est la fugacité, c'est-à-dire, nous vivons un présent absolu. Il n'y a pas de passé et il n'y a pas de futur. Ce présent est aussi une caractéristique perverse de notre temps.

Ce n'est pas au hasard que, d'une part, la fragmentation et, d'autre part, la fugacité amènent actuellement les bourreaux à dire que la solution pour la maladie est la maladie elle-même. C'est presque comme si le commandant de ce navire qui a fait naufrage disait que le naufrage était la faute des passagers. Parce que les bourreaux présentent actuellement le consensus de Washington réchauffé et disent que le problème de la Grèce ce sont les travailleurs eux-mêmes, le peuple de Grèce. Ils veulent donc dire que nous, encore une fois, le peuple, les travailleurs, la société, nous sommes les coupables de la crise. Seulement, la recette n'est pas vraie pour l'Amérique latine ni pour l'Afrique. La recette est actuellement appliquée en Europe. Vous vivez actuellement ce que nous avons déjà vécu et ce que nous avons refusé dans nos pays. C'est pour cette raison que cela est fondamental dans cette période, cette période où la politique est remplacée par la technique et où les présidents sont élus de façon bionique, d'abord comme sénateurs pour qu'ils deviennent après présidents, mais ils sont, en vérité, les hommes du marché d'actions, de Goldman & Sachs. Cette voie de la politique remplacée par la technique est une voie absolument dangereuse et c'est une voie qui doit être combattue par nous tous, par la vision de la radicalisation de la démocratie.

« C'est avec du courage et de l'innovation que nous devons, oui, avoir de l'audace, pour confronter ce monde en crise »

Je parle de cela parce que nous avons besoin, Magali, de plus en plus d'audace afin de pouvoir faire face aujourd'hui, avec du courage et de l'innovation. C'est ce que nous voulons faire ensemble, comme nous l'avons fait ici pendant ces derniers jours. Sans être bloqué par les limites du Forum Mondial, son formalisme ou sa marchandisation, parce que, à mon avis, cet évènement est officiel et c'est l'expression de cette marchandisation.

Mais nous sommes en train de créer, ici et c'est ce que nous voulons faire aussi dans notre Forum Mondial, le troisième Forum Mondial des Autorités Locales des Périphéries. Je voudrais juste rappeler que le premier Forum a eu lieu à Nanterre, en France, en 2006, un forum extrêmement important. Cela a donc été le début de ce cheminement qui a commencé en 2003 au Forum social mondial et qui a discuté de droits et démocratie pour les métropoles solidaires et durables, donc, ce système dont nous parlons pendant le premier FALP, c'est un autre regard sur la métropole depuis les périphéries. Ce fut donc le sujet que le forum de Nanterre nous a apporté. Nous nous sommes ensuite réunis en 2010 à Getafe, en Espagne, en abordant le sujet des métropoles solidaires, durables et démocratiques. Nous avons aussi réalisé dans le cadre du récent Forum social thématique qui a eu lieu à Porto Alegre, ma chère Jussara Cony, en partenariat avec São Leopoldo, avec le maire Ary Vanazzi, un séminaire relatif aux villes des périphéries, où nous avons aussi débattu des changements climatiques et du défi pour les métropoles solidaires et durables. Ce sont donc tous ces évènements, le lancement de l'année dernière ainsi que le rendez-vous de Pikine au Sénégal avec la proposition du troisième FALP qui font qu'aujourd'hui, nous sommes ici pour renforcer cette invitation ainsi que l'importance de cette réflexion.

Nous allons débattre de cinq axes de travail : identités et multipolarités, gouvernance et participation, mondialisation et métropolisation, durabilité, bien commun et bien vivre/être.

Je veux clôturer mon intervention en affirmant que nous avons aujourd'hui de nouveaux problèmes, et ces nouveaux problèmes sont des défis qui exigent de nouvelles solutions, et les nouvelles solutions naîtront uniquement grâce à la démocratie, à la radicalisation de la démocratie. Elles naîtront uniquement grâce à notre capacité à être audacieux, courageux mais aussi à innover. C'est par cette pensée, liée au courage et à l'innovation, mais fondamentalement à l'audace, Magali, que je veux vous inviter tous à Canoas, les 11, 12 et 13 juin 2013, au troisième Forum Mondial des Autorités des Villes de Périphérie. Merci beaucoup.



David Chiouse, animateur

Merci beaucoup.

Ainsi s'achève cet agenda où on va retrouver à chaque fois la question de l'eau puisqu'on a vu qu'elle est indissociable avec la question des droits de l'homme dans la ville et plus globalement des droits de la cité.

18h15

Nous faisons la démonstration qu'économiquement nous pouvons nous passer des multinationales

David Chiousse, animateur

Pour terminer ces rencontres internationales sur l'eau, bien commun de l'humanité, Monsieur le maire d'Aubagne, quelques mots, non pas de clôture puisqu'on voit que le travail ne fait que commencer.

Daniel Fontaine

Quelques remarques personnelles d'abord. Grand moment de rencontre, je ne sais pas si vous avez pu compter le nombre de pays différents qui se sont présentés ici, mais ils étaient au nombre de 19, ce qui est assez exceptionnel. Une volonté affirmée par tous et toutes, ce bien commun qu'est l'eau et cette volonté, cette nécessité d'avoir le droit à l'eau.

Le droit à l'eau n'a pas tout à fait la même signification que l'on habite en Afrique, aux Amériques, en Europe, en France ou en Italie. Je crois que nous avons pris grand intérêt et grand plaisir à nous entendre les uns les autres, convaincus que nous sommes, que, quelque soit le contenu de notre bataille, nous menons tous la même bataille avec parfois des enjeux différents, mais la volonté de faire que chacun ait un droit réel à l'eau dans les années à venir.

La deuxième chose qui pourrait peut-être nous sembler bizarre et surprenant, c'est qu'au moment où nous sommes ici en train de travailler à cette question clé, à quelques minutes de voiture par l'autoroute, sur les bords de la Méditerranée se tient le FME, où la question qui se pose est différente. La question est avant tout de savoir comment se partager les richesses que représente l'eau, quels outils nécessaires pour exploiter ces richesses, quels moyens sont nécessaires pour rentabiliser cette richesse qu'est l'eau. Nous ici, nous avons comme travail de savoir comment permettre à chacun et à chacune d'avoir le droit à l'eau et comment faire, et ça a été une des questions qui moi m'a beaucoup interpellé, pour que de nouvelles communautés politiques puissent gérer le droit à l'eau. Je crois que la bataille est complexe, et que ceux qui sont au Pharo et dans les quartiers huppés de Marseille, ne vont pas nous laisser faire pour au moins deux raisons. La première c'est que l'enjeu économique est gigantesque ; Gus Massiah nous en a fait tout à l'heure la démonstration. Il y a là, des richesses énormes gérées par des multinationales qui en profitent pour régler toute une série de leurs comptes politiques et financiers, donc, pour eux naturellement c'est

« Mettre en place une gestion publique de l'eau c'est faire la démonstration qu'économiquement on peut se passer des multinationales »



leur vie, ce sujet là. Deuxièmement, je crois que au-delà des intérêts économiques, et c'est la raison pour laquelle ils ne vont pas nous laisser faire, surtout si quelqu'un parmi vous est allé leur répéter ce que nous sommes en train de construire, c'est qu'il y a avant tout, un enjeu politique qui est fondamental.

C'est un enjeu politique parce que, mettre en place une gestion publique de l'eau c'est faire la démonstration qu'économiquement on peut se passer des multinationales. Et quand on fait des démonstrations économiques, elles sont avant tout considérées par ces gens là comme des démonstrations politiques. Nos amis de Roquevaire ont été mis à l'honneur. Roquevaire, pays d'Aubagne et de l'Étoile, nos amis, nos voisins, nos camarades ont fait la démonstration dans leur commune, que l'on pouvait distribuer les premiers mètres cubes d'eau à des prix défiant toute concurrence et que l'eau est donc effectivement un bien commun partagé gratuitement. Ils ont fait une démonstration économique-politique. Quand nous, dans le Pays d'Aubagne et de l'Étoile, avons décidé que

nos 12 villes et villages allaient désormais avoir des transports publics gratuits, nous avons fait la démonstration économique et politique que l'on pouvait construire une autre société économique. Au-delà de la notion des transports gratuits, ce dont les multinationales des transports se foutent, elles se sont dit, ils sont en train de démontrer ce que nous avons construit, et donc là, la démonstration économique que vous êtes en train de faire est avant tout une démonstration politique qui les gêne beaucoup.

La deuxième des choses qui leur pose problème dans votre démonstration, c'est que vous avez décidé d'associer hommes et femmes à cette transformation. Vous avez décidé que chaque homme et femme et citoyen à part entière a la capacité d'être acteur. Vous avez décidé et choisi que ces hommes et femmes devaient être associés aux syndicats, aux villes et villages, aux mouvements associatifs, ce que vous avez appelé nouvelle communauté politique. Là, est le véritable danger, car ce ne sont plus les institutions qui ont la main mise sur la décision politique mais ce sont les hommes et les femmes qui prennent leur avenir en main. Dans ce grand rassemblement, amis qui venez de l'extérieur de la France, sachez que le gouvernement Sarkozy en place construit une machine qui a pour but de liquider et détruire les collectivités territoriales et les 36 000 villes et villages, parce que ce sont des lieux de résistance et que ces lieux de résistance sont des lieux qui leur posent problème car ce sont les lieux où les citoyens habitent et sont acteurs. Vous faites la démonstration, à travers tout ce que vous nous proposez à votre manière, que ce soit avec les capacités, la dynamique et les particularités qui sont les vôtres, que tout le monde, lorsqu'il est rassemblé est une véritable force. Ceci inquiète les gens qui sont au FME, et c'est la raison pour laquelle, Magali, ce que tu dois leur dire demain, c'est qu'ils sont sourds à ce qui se passe dehors, et que s'ils ouvrent

les fenêtres, ils verront qu'un certain nombre de choses sont en train de se produire. Nous sommes en train d'arriver sur les questions de l'eau, de la santé, de l'habitat, de l'air, et de la question tout simplement du droit à vivre sa vie et de pouvoir bénéficier de ce que la nature nous a donné, sans que les capacités de la nature soient exploitées par quelques-uns à leur profit uniquement. Donc, on est sur les questions de l'eau, mais on est sur les questions de citoyenneté, sur la construction d'un autre monde et l'agenda qui nous a été présenté, et toutes les initiatives que vous portez montrent que de partout dans le monde il y a effectivement cette prise de conscience.

Aubagne, son Pays d'Aubagne, les Roquevairiens qui n'ont pas fini maintenant de se flatter du grand moment de gloire qui a été le leur, et l'ensemble des villes et villages de notre communauté d'agglomération ont eu, chers amis, grand plaisir à vous recevoir. Nous espérons continuer dans les jours qui viennent à avoir avec les uns et les autres, la possibilité de discuter sur tel ou tel point politique. Vous êtes venus déjà

pour un certain nombre chez nous, nous apporter tout votre soutien, votre enthousiasme, et je sais que nous pouvons compter sur vous, et vous pouvez compter sur nous.

Donc comme disait un ami, vous êtes, vous, les acteurs, et moi je suis simplement le rédacteur, le journaliste. Nous avons passé ensemble un moment de dynamique, que cette dynamique continue à nous accompagner et le soleil de notre région de Provence étant avec nous, je pense qu'il est aussi dans notre cœur et dans nos têtes, je vous souhaite une bonne soirée.

David Chiousse, animateur

Merci Monsieur le maire.

Ainsi s'achèvent ces rencontres internationales sur l'eau. Avant de terminer, je tiens à remercier nos traducteurs qui ont fait un travail remarquable dans des conditions pas toujours faciles, et qui ont permis ces rencontres, ainsi que l'équipe d'organisation du palais des congrès Agora qui a permis qu'on passe une journée réussie de travail.



